

Pawel Sekowski

*Les Polonais en France au lendemain
de la seconde guerre mondiale
(1944-1949)*

Histoire d'une intégration



Contenu de ce PDF :

Chapitre 6

Quelle intégration à la société d'accueil, au lendemain de la seconde guerre mondiale, pour les Polonais immigrés et fixés en France dans l'entre-deux-guerres ? Pawel Sekowski examine divers aspects de ce processus progressif concernant, dans sa grande majorité, des hommes et des femmes relevant du statut des « travailleurs étrangers » dans les années 1944-1949, processus qui fut accéléré par les années d'hostilités et le contexte particulier de l'après-guerre.

La situation de la communauté immigrée des Polonais en France, son statut et les évolutions survenues en son sein sont étudiés dans leurs dimensions à la fois sociales, politiques et culturelles. Une place prépondérante est accordée à l'analyse de trois phénomènes caractéristiques de la vie des Polonais en France, « facteurs du maintien de la polonité » : l'enseignement polonais, l'aumônerie polonaise et surtout la vie associative des Polonais en France. Ces éléments sont présentés dans la perspective du rapatriement (*reemigracja*) organisé par les autorités polonaises de Varsovie et du conflit politique profond qui surgit entre les partisans du nouveau gouvernement de la Pologne populaire (dominé par les communistes) et les militants anticommunistes polonais en France.

La période étudiée constitue un véritable tournant dans le processus de l'intégration sociale des Polonais en France, notamment pour la « deuxième génération » des immigrés, ceux-ci devenant, de plus en plus, Français d'origine polonaise.

Illustration de couverture :
Rapatriés polonais en 1947 © Pirotte Julia : Droits réservés – Succession Julia Pirotte

ISBN :

979-10-231-3489-6

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

LES POLONAIS EN FRANCE

Mondes Contemporains

collection dirigée par Éric Bussièrre et Olivier Forcade

Dernières parutions

Valéry Giscard d'Estaing et le Royaume-Uni.

Le rendez-vous manqué avec l'Europe ou le Brexit annoncé

Laurence Baratier-Negri

Les Batailles de 1916

Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale

Musique et politique en Allemagne, du III^e Reich à l'aube de la guerre froide

Élise Petit

Exils intérieurs. Les évacuations à la frontière franco-allemande (1939-1940)

Olivier Forcade, Mathieu Dubois, Johannes Großmann,

Fabian Lemmes, Rainer Hudemann (dir.)

Moralité du pouvoir et corruption en France et en Roumanie (XVIII^e-XX^e siècle)

Silvia Marton, Frédéric Monier & Olivier Dard (dir.)

Jacques Foccart : archives ouvertes (1958-1974). La politique, l'Afrique et le monde

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

La Grande Guerre des assiettes

Jean-Pierre Chaline (dir.)

Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine.

Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales

Olivier Zajec

Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours

Jean-Noël Luc & Arnaud-Dominique Houte (dir.)

De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)

Paul de Villelume ; édition établie par Simon Catros

Génération politique. Les « années 68 » dans les jeunesses

des partis politiques en France et en RFA

Mathieu Dubois

Émile Guillaumin, paysan-écrivain bourbonnais,

soldat de la Grande Guerre

Nadine-Josette Chaline

Pawel Sekowski

Les Polonais en France
au lendemain de la
seconde guerre mondiale
(1944-1949)

Histoire d'une intégration

Ouvrage publié avec le concours de Sorbonne Université

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

© Sorbonne Université Presses, 2019

ISBN : 979-10-231-0631-2

Mise en page 3d2s/Emmanuel Marc Dubois (Paris/Issigeac)
d'après le graphisme de Patrick Van Dieren

SUP

Maison de la Recherche
Sorbonne Université
28, rue Serpente
75006 Paris

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

tél. : (33)(0)1 53 10 57 60

*En hommage à Janine Ponty,
une tentative de poursuivre ses recherches*

Pawel Sekowski est docteur en histoire moderne et contemporaine de Sorbonne Université et docteur en sciences humaines (histoire) de l'université Jagellonne de Cracovie (Pologne). Il est maître de conférences à l'Institut d'histoire de l'université Jagellonne. Il est également l'auteur et l'éditeur scientifique de deux ouvrages et l'auteur de plus de vingt articles scientifiques. Sa recherche se concentre essentiellement sur l'histoire et la sociologie de l'immigration, l'histoire des réfugiés en Europe, l'histoire politique et sociale de la Pologne et de la France pendant et après la seconde guerre mondiale.

Mondes Contemporains

collection dirigée par
Éric Bussière et Olivier Forcade

Consacrée aux questions internationales, aux pays étrangers, aux grands problèmes de notre temps, **Mondes contemporains** est une collection fondée sur une approche historique qui veut unir la recherche dans les archives à la réflexion sur les enjeux, les conflits et les systèmes internationaux depuis le XIX^e siècle.

REMERCIEMENTS

Ce livre n'aurait pu voir le jour sans l'aide de nombreuses personnes. C'est ici l'occasion de leur exprimer ma gratitude. J'aimerais particulièrement remercier M. le professeur Olivier Forcade, qui a été non seulement mon directeur de recherche français pendant la préparation de la thèse de doctorat qui est à l'origine de ce livre, mais aussi un véritable parrain sur les sentiers de ma vie scientifique depuis 2009. Mes remerciements vont aussi à M. le professeur Wojciech Rojek, de l'université Jagellonne de Cracovie, mon directeur de recherche polonais, dont les conseils et les remarques ont été très précieux. M. Rojek, auquel je suis particulièrement reconnaissant de son appui, est décédé en 2015, quelques semaines à peine après la soutenance de ma thèse de doctorat. Je remercie M. le professeur Józef Łaptos, de l'Université Pédagogique de Cracovie, et M. le professeur Didier Musiedlak, de l'Université de Paris-Nanterre, qui étaient prérapporteurs de ma thèse, tout comme Mme le professeur Janine Ponty, la plus grande spécialiste de l'histoire des Polonais en France, décédée en 2017, qui fut membre du jury de soutenance et une relectrice attentive de ma thèse. Grâce à leurs conseils et à leurs remarques bienveillantes, le travail de remaniement de cette thèse de doctorat à des fins de publication a été considérablement facilité. Je remercie M. le professeur Krzysztof Zamorski, président du jury de soutenance, qui m'a encouragé dans toutes les démarches consécutives à la soutenance de ma thèse, tout en affrontant une situation délicate après le décès prématuré du professeur Rojek.

Les recherches systématiques dans les archives et les bibliothèques de trois pays exigent certains moyens financiers; je remercie par conséquent tous ceux qui ont contribué à les financer avec moi, aux diverses étapes de ce processus, et sans qui ce livre n'aurait certainement pas abouti. L'ambassade de France à Varsovie m'a attribué la bourse du gouvernement français pour effectuer mes recherches en France pendant dix mois. La Société historique et littéraire polonaise à Paris a financé, dans le cadre des bourses du fonds Jean et Suzanne Brzękowski, mes deux séjours d'un mois à Paris. La bourse du fonds Florentyna Kogutowska, attribuée par M. le recteur de l'université Jagellonne pour un séjour d'un mois à l'étranger, a quant à elle rendu possibles mes recherches à Londres. Mes trois séjours scientifiques hors de la Pologne ont été financés par la faculté d'Histoire de l'université Jagellonne, dans le cadre des concours pour le soutien aux jeunes chercheurs. Un soutien financier non négligeable m'a également été

attribué à deux reprises par la Société des doctorants de l'université Jagellonne (Towarzystwo Doktorantów UJ), par la voie des concours pour l'aide financière organisés par cette société.

Je remercie M. Maciej Morawski, fils du dernier ambassadeur à Paris du gouvernement polonais en exil, qui a bien voulu accepter de me confier ses souvenirs et ses observations, contribuant ainsi à l'enrichissement de ce travail.

Parmi tous les membres du personnel des institutions où j'ai conduit mes recherches, je voudrais remercier particulièrement Mme Ewa Rutkowska, responsable des manuscrits à la Bibliothèque polonaise de Paris, et M. le docteur Witold Zahorski, secrétaire de la Société historique et littéraire polonaise.

Mes remerciements vont à mes parents, Jadwiga et Tomasz, qui m'ont fortement encouragé pendant toute la période de la préparation de ma thèse de doctorat. Je remercie ma compagne Karolina de son soutien pendant le temps du remaniement de la thèse en vue de la présente publication.

10 Enfin, je remercie mes enfants Zofia et Jerzy qui ont patiemment subi les années de mon travail, d'abord sur la thèse de doctorat et ensuite sur ce livre, et qui ont fait preuve d'une grande indulgence pendant tout le temps nécessaire pour les mener à bien. Étant nés pendant la préparation de ma thèse, ils ne connaissaient jusqu'à présent pas d'autre temps.

NOTE DE L'AUTEUR

Ce livre étant rédigé en français, il a souvent bien évidemment fallu décider soit de l'emploi des expressions en langue polonaise, soit de leur traduction. Nous avons fait le choix de traduire les phrases issues des sources examinées, en n'y adjoignant les expressions originales que dans les cas où cela semblait indispensable.

Nous avons décidé d'écrire les patronymes et les prénoms des Polonais dans leurs versions originales, si c'était là l'usage voulu par les intéressés. Ainsi, dans ce travail sont par exemple mentionnés le recteur Franciszek Cegiełka ou les ambassadeurs Kajetan Morawski et Stanisław Skrzyszewski. Certaines personnalités se servaient de la forme française de leur prénom ou utilisaient les deux formes – polonaise et française – en fonction de la situation. Nous avons pris la décision de n'utiliser les formes françaises que dans le cas de Français d'origine polonaise qui en faisaient l'usage eux-mêmes, comme André Poniatowski ou François Pułaski (Pułaski).

Les signes diacritiques des patronymes et toponymes polonais sont conservés – Wrocław et Gdańsk, par exemple. En revanche, nous avons préféré utiliser les versions françaises des toponymes ayant une traduction usuelle – comme Varsovie et Cracovie (respectivement Warszawa et Kraków en polonais).

Concernant les sigles utilisés dans ce livre pour désigner les organisations polonaises les plus importantes en France, nous avons choisi leur version française, puisque des traductions usuelles et souvent même officielles ont déjà cours. Il s'agit surtout des principales organisations centrales des associations d'immigrés polonais en France de l'époque. C'est pourquoi la Centralny Związek Polaków we Francji (l'Union centrale des Polonais en France) est devenue l'UCPF, le Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego we Francji (le Comité polonais de libération nationale en France), devenu par la suite le Rada Narodowa Polaków we Francji (le Conseil national des Polonais de France), s'est mué en CPLN, puis en CNPF, et la Polskie Zjednoczenie Katolickie (l'Union des associations catholiques polonaises) est mentionnée par le sigle UACP.

La majorité des noms des associations polonaises dont il est question dans ce livre sont cependant abrégés selon les sigles polonais dans les cas où une version française du sigle n'était pas d'usage – l'Organizacja Pomocy Ojczyźnie (l'Organisation d'aide à la patrie), par exemple, est mentionnée par le sigle OPO et la Federacja Emigrantów i Robotników Polskich (la Fédération des

ouvriers et émigrés polonais en France) par le sigle FREP. D'autres associations ou institutions polonaises ne sont évoquées que dans leurs formes complètes françaises, sauf lors de la première citation qui en est faite dans cet ouvrage, où leur nom polonais est mentionné entre parenthèses.

12 Les ministères des différents gouvernements auxquels il est fait allusion dans le livre sont d'habitude mentionnés sans qu'il soit précisé de quel gouvernement il s'agit. Dans l'hypothèse où l'appellation d'un ministère particulier serait identique pour plusieurs gouvernements ou dans le cas où la situation pourrait prêter à confusion, une précision sera apportée. Pour le portefeuille de l'Enseignement, par exemple, le gouvernement français comptait dans sa structure le ministère de l'Éducation nationale, le gouvernement polonais de Varsovie avait son ministère de l'Instruction (Ministerstwo Oświaty) et le gouvernement polonais en exil à Londres son ministère de l'Instruction publique et des Cultes (Ministerstwo Wyznań Religijnych i Oświecenia Publicznego). Ainsi, il n'est pas nécessaire d'apporter des précisions supplémentaires, sauf dans le cas de la première occurrence. De même, le gouvernement français comptait un ministère du Travail et les gouvernements polonais en concurrence avaient leurs ministères du Travail et de la Protection sociale (Ministerstwo Pracy i Opieki Społecznej), c'est pourquoi il n'a pas semblé nécessaire d'explicitier l'expression « ministre du Travail » ; mais il fallait préciser à quel gouvernement se réfère l'appellation « ministère du Travail et de la Protection sociale ». C'est aussi le cas des ministères de l'Intérieur (en polonais : Ministerstwo Spraw Wewnętrznych), car les trois gouvernements comptaient dans leurs institutions des portefeuilles nommés de cette façon.

Dans le cas particulier des ministères des Affaires étrangères des deux pays, nous avons pris la décision d'utiliser le sigle MAE pour le portefeuille français et le sigle polonais MSZ (Ministerstwo Spraw Zagranicznych) pour ceux des gouvernements polonais en concurrence. Ce sont les seuls ministères dont les noms sont abrégés dans ce livre.

DEUXIÈME PARTIE

**L'enjeu du « contrôle »
de la communauté polonaise
en France par les autorités polonaises
en exil et au pays**

L'ACTION SOCIALE ENVERS LES RESSORTISSANTS POLONAIS NÉCESSITEUX EN FRANCE

L'ACTION DES REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT POLONAIS DE LONDRES (JUSQU'EN JUIN 1945)

Au mois de septembre 1944, l'action sociale des représentants du gouvernement polonais de Londres envers ses ressortissants résidant en France fut reprise sous la couverture de la Croix-Rouge polonaise (CRP), dont le siège se trouvait initialement à Lyon¹. La section française de la CRP représentait une délégation du comité directeur de la CRP dont le siège était à Londres et qui faisait partie du Comité international de la Croix-Rouge (CICR ou Croix-Rouge internationale). Le dernier président du Groupement d'assistance aux Polonais en France (GAPF) et membre de la direction du groupe « Sud » de la POWN, Józef Jakubowski, devint premier président de la branche française de la CRP. Au début du mois de novembre, le siège de la CRP en France fut transféré à Paris. L'action coordonnée par Jakubowski dépassait de loin les bornes admises pour l'activité des Croix-Rouges des pays étrangers, s'inscrivant de fait dans l'action du ministère polonais du Travail et de la Protection sociale et de son département de la protection sociale (Wydział Opieki Społecznej) envers les ressortissants polonais en France. La CRP servit de couverture au gouvernement polonais pour passer outre de longues formalités (pour parler à l'échelle des États entre la France et la Pologne) et forcer ainsi l'action sociale envers les nécessiteux polonais se trouvant sur le territoire français – ce dont la CRP à Londres fut directement informée par le ministère polonais du Travail et de la Protection sociale. C'est ainsi que la section française de la CRP continua *de jure* l'entreprise de la CRP entamée dans les années 1940-1941, sans en demander l'autorisation aux autorités françaises, la dissolution de l'organisme ordonnée par le gouvernement de Vichy en 1941 ayant été reconnue par les

1 Ludwik Frendl, « Formy organizacyjne Opieki społecznej nad wychodźstwem polskim we Francji w roku 1944 » [Les formes d'organisation de la protection sociale destinée aux émigrés polonais en France en 1944], *Biuletyn Polskiego Czerwonego Krzyża – Oddział na Francję* [Bulletin de la Croix-Rouge polonaise – section française], n°1, 12 décembre 1944, p. 3-4 ; BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 10, lettre privée : Władysław Rosiński à Józef Jakubowski, Lyon, le 6 septembre 1944.

intéressés eux-mêmes comme illégale². L'action sociale envers les Polonais de France fut financée par un fonds de réserve spécial créé par le gouvernement polonais jusqu'à l'achèvement des négociations polono-françaises concernant la reprise des avances attribuées par la France au profit du gouvernement polonais et prévues par l'accord financier du 7 septembre 1939³.

La CRP travailla en coopération étroite avec le conseiller aux affaires du travail et de la protection sociale auprès de l'ambassade de Pologne à Paris, Mieczysław Biesiekierski, et avec le délégué pour la France du ministère du Travail et de la Protection sociale, Czesław Bobrowski, socialiste et avant les hostilités membre du groupe des jeunes économistes étatistes en Pologne. Le 28 mars 1945, lors de la réunion du Conseil de la protection sociale (Rada Opieki Społecznej), organe consultatif pour les affaires sociales composé de militants éminents d'associations et d'institutions de l'ancienne immigration polonaise en France, on précisa même que la CRP en France constituait « une cellule autonome sous le contrôle du délégué du ministère du Travail et de la Protection sociale ». Au sein de la CRP, le département autonome de la protection sociale poursuivit sa mission sous la direction directe du délégué du ministère du Travail et de la Protection sociale, Czesław Bobrowski, ensuite remplacé par Mieczysław Biesiekierski. Cette division autonome de la CRP était de fait son organe de supervision⁴. La direction de la section française de la CRP préparait chaque mois un rapport pour Biesiekierski. Toute la correspondance entre l'ambassade

2 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 17, rapport n° 1 sur l'activité de la CRP en France entre le 1^{er} septembre et le 30 novembre 1944, p. 1; BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 13, protocole de la réunion du comité directeur de la section française de la CRP, [Paris], le 19 février 1945; PISM, A.17/4, compte-rendu de la réunion interministérielle sur l'émigration polonaise en France, [Londres], le 26 janvier 1945, fol. 110; BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 3, rapport de l'ambassade de Pologne à Paris sur l'organisation de l'action sociale en France dans les années 1940-1944, de l'état actuel de cette action et des indications pour l'avenir proche, [Paris, avant le mois de novembre 1944], p. 10.

3 Motion du ministre du Travail et de la Protection sociale portant la création du fonds de réserve pour les besoins de la protection sociale en France, annexée au protocole de la réunion du Conseil des ministres du 16 mars 1945, dans *Protokoły posiedzeń Rady Ministrów Rzeczypospolitej Polskiej* [Protocoles des réunions du Conseil des ministres de la république de Pologne], éd. Wojciech Rojek, Kraków, Secesja, t. VIII, *Grudzień 1944-sierpień 1945* [Décembre 1944-août 1945], 2008, p. 371.

4 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 16, protocole de la réunion du Conseil de la protection sociale, Paris, le 28 mars 1945, p. 1-2; ce document se trouve aussi dans : BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/1; *ibid.*, règlement intérieur du département de la protection sociale de la CRP en France, [s.l.n.d.].

Czesław Bobrowski a présenté dans ses mémoires, publiés en Pologne populaire dans les années 1980, une opinion selon laquelle la présence d'un délégué ministériel en France s'avéra inutile, dans la mesure où « l'ancienne GAPF » (c'est-à-dire la CRP) avait déjà mené son activité envers les ressortissants polonais. Cette opinion paraît juste, excepté l'idée selon laquelle le délégué ministériel était traité comme le superviseur de l'appareil de la CRP mandaté par le gouvernement polonais : Czesław Bobrowski, *Wspomnienia ze stulecia* [Mémoires du centenaire], Lublin, Wydawnictwo Lubelskie, 1985, p. 142.

de Pologne à Paris et les dirigeants des offices polonais en France fut transmise, entre autres, au président de la CRP en France⁵.

La politique sociale envers les Polonais de France était menée par le biais de plusieurs structures indépendantes les unes des autres. Le délégué pour la France du comité directeur de la CRP de Londres, le lieutenant-colonel Zabłocki, représentait la « vraie » CRP, sans pour autant disposer des moyens financiers ni de personnel pour agir. L'existence parallèle de deux Croix-Rouge polonaise en France relevant des autorités de Londres ne cessait pas d'étonner la Croix-Rouge américaine sur place, avec laquelle la (les!) CRP collaborait étroitement⁶. La situation, rendue plus compliquée encore par un conflit d'egos, fut normalisée avec la nomination officielle, le 1^{er} mai 1945, de Józef Jakubowski au poste de délégué pour la France du comité directeur de la CRP de Londres⁷.

Le département de la protection sociale placé sous l'autorité du ministère de la Défense nationale pour la France, faisait également partie des structures gouvernementales qui portaient assistance aux nécessiteux polonais sur le sol français. Cette cellule, créée en mars 1945, s'occupait des soldats engagés dans les Forces armées polonaises et de leurs familles demeurant en France⁸. Le 1^{er} juillet 1945, à la suite de la perte de la reconnaissance française par le gouvernement polonais de Londres, la tâche du département de la protection sociale fut prise par une cellule du même nom au sein de la Mission militaire polonaise de liquidation en France (PWML), entreprise rassemblant les militaires polonais sous le commandement militaire britannique et de ce fait ne devant pas être dissoute après la reconnaissance du gouvernement polonais de Varsovie (gouvernement provisoire d'unité nationale) par la France.

D'après Mieczysław Biesiekierski, ancien vice-président du GAPF, puis délégué pour la France du ministère du Travail et de la Protection sociale, et ensuite, entre 1944 et fin juin 1945, conseiller auprès de l'ambassade de Pologne à Paris, la complexité de l'organisation de l'action sociale envers les Polonais de France résultait aussi d'un conflit entre le ministère du Travail et de la Protection sociale et le comité directeur de la CRP, tous deux exilés à

5 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 25, lettre : Kajetan Morawski, ambassadeur de la Pologne à Paris aux dirigeants des institutions d'État polonaises en France, Paris, le 10 janvier 1945.

6 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 16, notice sur l'organisation de la CRP en France, [1945].

7 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 17, nomination pour J. Jakubowski au poste de délégué de la CRP pour la France, Londres, le 1^{er} mai 1945 (une copie de ce document se trouve aussi dans : BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 3).

8 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 16, extrait de la lettre : ministère du Travail et de la Protection sociale à M. Biesiekierski, conseiller près l'ambassade de Pologne à Paris, Londres, le 21 mars 1945 ; *ibid.*, protocole de la réunion du Conseil de la protection sociale, Paris, le 28 mars 1945, p. 8 (ce document se trouve aussi dans : BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/l).

Londres⁹. Nous en trouvons effectivement la preuve dans une note rédigée au mois de septembre 1944 par le ministre polonais des Affaires étrangères, Adam Romer, pour le Premier ministre de l'époque, Stanisław Mikołajczyk. D'après cette note, le ministre du Travail et de la Protection sociale, Jan Stańczyk, avait vivement critiqué la CRP qui s'occupait de l'action sociale envers les civils au lieu de se concentrer exclusivement sur la situation des militaires blessés¹⁰. Le ministère du Travail et de la Protection sociale sortit vainqueur de ce conflit et se servit par la suite de la CRP comme couverture.

Néanmoins, au mois d'avril 1945, la préfecture de police de Paris ordonna à la « Société de la Croix-Rouge polonaise » d'effectuer une demande pour l'exercice de son activité¹¹. L'affaire se dissoudrait le jour où la CRP se verra dirigée par des personnalités relevant du gouvernement varsovien.

En septembre 1944, le consulat général de Pologne à Lille appela à l'inscription dans son siège ou dans une agence consulaire de sa circonscription les Polonais répondant à l'une des catégories suivantes :

228

- les allocataires d'avant-guerre ayant jadis travaillé en Allemagne dont les prestations avaient été payées jusqu'au 1^{er} septembre 1939 par l'Office national des assurances sociales en Pologne (ZUS) ou par les caisses allemandes de solidarité (*Knappschaften*) ;
- les vieillards dont la retraite avait été déjà payée avant les hostilités par une *Knappschaft* ;
- les allocataires et les retraités qui avaient perçu jusqu'en 1939 des versements de la part du ZUS ;
- les familles des déportés pour l'Allemagne et des prisonniers fusillés par l'occupant au cours des hostilités ;
- les victimes des opérations militaires menées en France ;
- les familles des enrôlés dans l'armée polonaise en France dans les années 1939-1940 qui avaient perdu leur droit aux allocations françaises.

Dans le cas des anciens allocataires (et retraités) des caisses de solidarité *Knappschaften* et du ZUS, les demandeurs devaient présenter un certificat

9 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 22, Mieczysław Biesiekierski, *Polska akcja opiekuńcza we Francji w okresie wojny, 1939-1945* [L'action polonaise de protection sociale en France pendant la guerre, 1939-1945], [Paris, après le 10 juillet 1945].

10 Note : Adam Romer, ministre des Affaires étrangères au Premier ministre du gouvernement de Pologne, [Londres, septembre 1944], annexée au protocole de la réunion du Conseil des ministres du 15 septembre 1944, dans *Protokoły posiedzeń Rady Ministrów Rzeczypospolitej Polskiej*, éd. cit., t. VII, 2006, p. 398.

11 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 16, lettre : préfecture de police à Paris à la CRP en France, Paris, le 14 avril 1945.

d'indigence délivré par la mairie de leur ville de résidence¹². Les aides sociales envers les ressortissants polonais en France furent ensuite prises en charge par la section française de la CRP et, dans le cas des familles des soldats polonais, par les services du délégué du ministère de la Défense nationale.

La situation la plus précaire était celle des allocataires et retraités payés jusqu'au déclenchement des hostilités par des caisses de solidarité *Knappschaften*. L'État polonais s'efforçait de verser des avances (très insuffisantes) à ces malheureux, dans l'attente de la reprise des versements allemands. Le consulat général de Pologne à Lille avait initialement demandé que les intéressés – résidant presque exclusivement dans le Nord et le Pas-de-Calais – présentent un document certifiant de leur bon comportement délivré par un comité local de lutte (détachement local du Comité central de lutte, organe politique suprême de la Résistance polonaise relevant des autorités polonaises de Londres)¹³, exigence dont on se passa lorsque la section française de la CRP reprit l'action sociale envers les Polonais nécessiteux.

La Croix-Rouge polonaise rouvrit ses centres d'accueil, créés au cours des hostilités, même si leur nombre était bien réduit par rapport à la fin de 1941, date à laquelle le gouvernement de Vichy enleva officiellement la gestion de ces centres au GAPF. En septembre 1944 déjà, des centres autonomes de la CRP furent autorisés par le gouvernement français, mais ils ne bénéficiaient pas de subventions françaises. C'est pourquoi l'écrasante majorité des centres pour ressortissants polonais nécessaires se trouvaient sous l'autorité de l'administration française, même si le personnel polonais de la CRP y était toujours actif¹⁴.

En raison de leur localisation peu propice à leur approvisionnement, certains petits centres de la CRP du Sud de la France durent fermer leurs portes (à Brides-les-Bains, en Savoie, par exemple). Après la Libération, la CRP disposait au total de 18 centres d'accueil dans le Sud de la France, où les immigrés de l'ancienne génération constituaient environ 32,55 % de leurs effectifs totaux. Ces centres étaient placés sous l'autorité du service des étrangers du MAE et donc subventionnés par le Quai d'Orsay. Bien que la plupart des documents de la CRP en France traitent ces centres comme sa propriété, ils s'inscrivaient bien dans la logique de la gestion des étrangers (et notamment des réfugiés de guerre) par l'administration française. La CRP était toutefois chargée de définir la spécificité de chaque centre d'accueil, ceux-ci étant répartis selon

12 E. Nowicki, « W obronie potrzebujących pomocy » [Pour la défense des nécessaires], *Sztandar*, n° 12, octobre 1944.

13 *Ibid.*

14 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 16, précisions concernant l'organisation des centres d'accueil polonais en France, Paris, le 25 septembre 1944, p. 2.

les catégories de résidants (familles nombreuses, personnes inaptes au travail, vieillards, personnes handicapées, enfants). La direction de ces centres était confiée aux personnels polonais de la CRP, qui décidaient ou non de l'admission des nécessiteux¹⁵.

Parmi les initiatives de la CRP qui étaient destinées aussi aux anciens immigrés polonais, on peut mentionner l'activité du gymnase et lycée polonais avec internat Cyprian-Norwid de Villard-de-Lans ; de l'internat à Uriage-les-Bains, près de Grenoble (Isère), pour quelques dizaines de filles élèves d'une école professionnelle à Vizille ; de l'internat pour garçons à Voiron (Isère) ; du Centre de travail artistique et scientifique polonais à Paris avec internat ; des cours professionnels pour filles à Aix-les-Bains ; de la Maison des cours professionnels à Paris. Des cours de commerce furent dispensés à Ussat-les-Bains (Ariège) et à Bourg-d'Oisans (Isère). Les projets de centres d'accueil polonais dans le Nord de la France ne virent pas le jour¹⁶.

230

La section française de la CRP disposait de sept délégations régionales maillant le même territoire que les circonscriptions consulaires (Paris, Lille, Marseille, Lyon, et Toulouse), avec en plus une délégation à Grenoble (du fait d'un nombre considérable des centres d'accueil polonais à proximité) et une à Verdun, dans le département de la Meuse (où un grand nombre de Polonais déportés pour travaux forcés arrivèrent en 1943-1944). À Bordeaux se trouvait une « représentation » supplémentaire de la CRP¹⁷.

Au mois de mars 1945, on comptait environ 2 000 Polonais dans l'ensemble des centres placés sous l'autorité du service des étrangers du MAE et gérés par la CRP, dont 34 % étaient issus de l'ancienne immigration. Sur la même période, quelque 20 000 ressortissants polonais (sans compter des dizaines de milliers de déportés pour travaux forcés des années 1943-1944) bénéficiaient de la « protection ouverte » (*opieka otwarta*) de la CRP, c'est-à-dire des services

15 *Ibid.*, note sur la réorganisation des centres de la CRP en France, [Paris, premier semestre 1945], p. 1-2 ; BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 17, rapport n° 1 sur l'activité de la CRP en France entre le 1^{er} septembre et le 30 novembre 1944, p. 3.

16 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 22, Mieczysław Biesiekierski, *Polska akcja opiekuńcza we Francji w okresie wojny, 1939-1945, op. cit.*, p. 3 ; BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 16, note sur la réorganisation des centres de la CRP en France, [Paris, premier semestre 1945], p. 1-2 ; *ibid.*, BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 16, lettre : section française de la CRP au conseiller aux affaires du travail et de la protection sociale près l'ambassade de Pologne à Paris, Paris, le 10 avril 1945 ; BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 17, rapport n° 1 sur l'activité de la CRP en France entre le 1^{er} septembre et le 30 novembre 1944, p. 4, 9 ; [B.], « Zadania oświatowe » [Objectifs éducatifs], *Biuletyn Polskiego Czerwonego Krzyża – Oddział na Francję* [Bulletin de la Croix-Rouge polonaise – section française], n° 1, 12 décembre 1944, p. 11-12 ; BPP, vers. 3209, rapport sur le contrôle effectué dans l'internat pour filles à Uriage-les-Bains entre le 25 et le 26 septembre 1945, p. 1.

17 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 17, rapport n° 1 sur l'activité de la CRP en France entre le 1^{er} septembre et le 30 novembre 1944, p. 2.

rendus aux Polonais nécessiteux vivant hors des centres d'accueil, notamment une aide financière. Ce chiffre ne comprenait pas les quelque 5 000 enfants alimentés par les soins de l'organisation¹⁸. La délégation de la CRP à Lille, dont la circonscription couvrait les départements du Nord et du Pas-de-Calais, fournit 37,5 % de toutes les allocations attribuées. Parmi les 9 000 allocataires que comptait cette délégation, presque 95 % étaient issus de l'ancienne immigration de l'entre-deux-guerres¹⁹. De même, nous savons que dans la circonscription de la délégation toulousaine de la CRP (couvrant 28 % du territoire total de la France), la part des anciens immigrés dans l'ensemble des allocataires grandissait de mois en mois entre 1940 et fin juin 1945 pour finir par constituer, en juin 1945, les deux tiers de l'effectif total. Dans les centres d'accueil polonais de cette circonscription, les anciens immigrés constituaient alors environ 60 % de tous les résidents (environ 220 personnes)²⁰.

D'après les chiffres fournis par le ministre polonais du Travail et de la Protection sociale, au mois de mai 1945, environ 100 000 prestations sociales furent attribuées à des ressortissants polonais, dont 55 000 issus de l'immigration de l'ancienne génération²¹.

Les citoyens polonais d'origine juive pouvaient demander l'aide de la CRP sur les mêmes droits que leurs compatriotes d'origine ethnique polonaise. Même si, dans son rapport rédigé au lendemain de la Libération, l'officier de liaison de l'armée américaine à Toulouse avait toutefois qualifié la CRP en France d'« organisation fasciste et antijuive » parce qu'elle n'acceptait pas les demandes des « Juifs d'origine polonaise », il faut faire remarquer que les responsables de l'action sociale polonaise en France restaient neutres et traitaient de manière égale tous les citoyens polonais. Jusqu'à la fin du mois de juin 1945, l'égalité de traitement entre les réfugiés d'origine ethnique polonaise et les Juifs polonais était particulièrement garantie par le vice-président de la CRP, le socialiste Henryk Jabłoński (qui deviendra plus tard une figure importante au sein du pouvoir de la Pologne populaire) et le délégué ministériel de Londres, Czesław

18 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 16, protocole de la réunion du Conseil de la protection sociale, Paris, le 28 mars 1945, p. 5 ; ce document se trouve aussi dans : BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/l.

19 BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 3, répartition territoriale des allocataires de la CRP en France, [Paris, mars 1945], p. 2 ; BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 16, lettre : CRP en France au conseiller aux affaires du travail et de la protection sociale près l'ambassade de Pologne à Paris, Paris, le 10 avril 1945, p. 1.

20 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 22, histoire de la délégation de la CRP à Toulouse, [s.l., juin 1945], p. 30-32.

21 Motion du ministre du Travail et de la Protection sociale, de concert avec le ministre du Trésor, pour la réunion du Conseil des ministres relative au budget du Polish War Relief pour l'année 1945-1946, annexée au protocole de la réunion du Conseil des ministres du 25 mai 1945, dans *Protokoły posiedzeń Rady Ministrów Rzeczypospolitej Polskiej*, éd. cit., t. VIII, p. 527.

Bobrowski, lui aussi socialiste. La protection sociale de la CRP – et donc, de fait, du gouvernement polonais de Londres – n’était destinée qu’aux ressortissants polonais, c’est pourquoi les Français naturalisés d’origine polonaise en étaient exclus – la majorité des cas de demandes rejetées mentionnées plus haut²². Une autre raison fréquente de rejet des demandes des allocations attribuées par la CRP était l’exigence que tout demandeur ne touche pas d’aides au-delà d’un certain plafond de la part d’une autre organisation en France. Cette disposition concernait principalement les Polonais d’origine juive, qui touchaient souvent des allocations provenant d’une ou de plusieurs organisations juives. Pour éviter les éventuels malentendus, la direction de la CRP mit en place un accord avec le Comité général de défense des Juifs selon lequel les deux organismes s’échangeraient des informations sur leurs allocataires²³. La CRP était aussi en contact avec le Cercle amical du Bund, dirigé par Emanuel Scherer, le Comité uni de défense de Juifs (CUDEF), l’Œuvre de secours aux enfants (OSE), le Comité d’assistance aux réfugiés (CAR) et l’Union des Juifs polonais en France (nommée aussi Organisation des Juifs polonais, *Związek Żydów Polskich*), afin de traiter des questions concernant l’aide sociale à la population juive polonaise²⁴.

Au mois de mars 1945, 3 497 allocataires de la CRP en France étaient catégorisés comme « Juifs ». Ce nombre constituait 7,89 % de tous les allocataires de nationalité polonaise mais si l’on ne prenait pas en compte la catégorie des personnes déportées par les Allemands dans l’Est de la France, cette part s’élevait à 20,6 %. La plupart de ces Juifs polonais habitaient dans la Seine (2 676 personnes), région dans laquelle se trouvaient nombre d’artisans et de commerçants qui avaient perdu leurs ateliers et magasins à cause de la guerre. La moitié des allocataires juifs de la région parisienne était constituée de familles des déportés dans des camps allemands, tandis que l’autre moitié était des personnes malades, invalides, les vieillards et mères solitaires de plusieurs enfants. La CRP, en collaboration avec des associations juives, aidait les Juifs polonais à reconstruire leurs ateliers et commerces d’avant-guerre²⁵.

22 BPP, BPP 1171, compte rendu de la conférence des officiers polonais et britanniques à Lyon, le 3 novembre 1944, fol. 159.

23 *Ibid.*, traduction d’une lettre : Polish Red Cross – section from France in Lyon to the Delegate of the Polish Red Cross in Marseille, Lyon, le 16 octobre 1944, fol. 181.

24 BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 3, répartition territoriale des allocataires de la CRP en France, [Paris, mars 1945], p. 5 ; BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 16, protocole de la réunion du Conseil de la protection sociale, Paris, le 28 mars 1945, p. 10 (ce document se trouve aussi dans : BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/1) ; BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 17, rapport n° 1 sur l’activité de la CRP en France entre le 1^{er} septembre et le 30 novembre 1944, p. 10.

25 BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 3, répartition territoriale des allocataires de la CRP en France, [Paris, mars 1945], p. 2, 6 ; BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 16, lettre : CRP en France au conseiller aux affaires du travail et de la protection sociale près l’ambassade

La délégation parisienne de la CRP appréciait sa collaboration avec le Cercle amical du Bund qui, d'après les agents polonais de la protection sociale, fournissait des données exactes et précises. En revanche, l'Union des Juifs polonais était accusée de fournir de fausses données sur la situation des candidats aux allocations, en appuyant notamment les demandes des personnes aptes au travail et en dissimulant le fait que les enfants de nombreux demandeurs étaient français ou ne pouvaient du moins pas prouver leur nationalité polonaise (339 enfants sur 685 déclarés par les demandeurs juifs jusqu'à la fin de 1944). Pour cette raison, au début de l'année 1945, la CRP en France restreignit de 44,3 % le nombre d'avis favorables pour les demandeurs dont les dossiers avaient été présentés par l'Union des Juifs polonais (de 1 833 allocataires en automne 1944 à 1 021 bénéficiaires). En outre, la somme totale des allocations mensuelles attribuées aux citoyens polonais membres de l'Union des Juifs polonais passa de 1 058 650 francs à 483 700 francs (soit une baisse de 54,31 %). Le montant moyen de l'allocation passa ainsi de 577,55 à 473,75 francs. Enfin, l'Union des Juifs polonais faisait croire à la communauté juive de France que c'était elle qui versait les allocations, alors que c'était la CRP qui s'en chargeait, ce qui acheva de faire enrager les responsables de l'action sociale de l'État polonais en France.

La branche parisienne de la CRP examinait aussi les demandes appuyées par le Comité juif d'action sociale et de reconstruction (Cojasor) et par la Fédération des sociétés juives de France (FSJF). Cette délégation de la CRP disposait de deux assistantes sociales spécialement dédiées au service des nécessiteux issus de la communauté juive polonaise, ce qui d'ailleurs valut à la CRP les critiques de l'Union des Juifs polonais, qui estimait qu'il s'agissait là de la preuve que les autorités gouvernementales polonaises ne faisaient pas confiance aux associations juives indépendantes. Les parents dont les enfants avaient la nationalité française mais qui eux-mêmes étaient de nationalité polonaise étaient mis en relation avec le Comité des œuvres sociales de la Résistance (Cosor), créé par le père Pierre Chaillet, puisque la CRP n'attribuait pas d'aide aux membres de familles qui n'étaient pas de nationalité polonaise, y compris les enfants de nationalité française ayant des parents polonais²⁶.

de Pologne à Paris, Paris, le 10 avril 1945, p. 1; *ibid.*, protocole de la réunion du Conseil de la protection sociale, Paris, le 28 mars 1945, p. 5 (ce document se trouve aussi dans : BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/l); BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 16, note supplémentaire au memorandum pour le délégué pour la France du American Polish War Relief, Florian Piskorski, sur les émigrés polonais en France, [France, fin de l'année 1944], p. 3. Pour des statistiques précises concernant les allocataires de la CRP en France au 1^{er} mars 1945, voir dans cet ouvrage le tableau 3 en annexe (p. 378).

26 BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 3, rapport n° 2 sur l'activité de la CRP en France, pour janvier 1945, p. 7-8; BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 18, note pour le vice-président de la CRP, Henryk Jabłoński sur la protection des Juifs de nationalité polonaise, [Paris, la première moitié de 1945], p. 1-2; *ibid.*, commentaire concernant l'Union des Juifs polonais,

Dans la région toulousaine, la CRP collaborait étroitement avec la FSJF et avec l'Union des Juifs pour la Résistance et l'entraide (UJRE). Dans l'arrondissement de Grenoble, les allocations attribuées aux Juifs polonais par la CRP étaient couvertes à 30 % par le CUDEF. L'aide sociale fournie par l'État polonais à ses ressortissants juifs était bien moindre dans les délégations de la CRP à Bordeaux et à Marseille (ces deux délégations collaboraient avec la FSJF), et dans celles de Lyon et de Lille (qui étaient en contact avec le Comité général de défense des Juifs)²⁷.

234

Au mois de novembre 1944, le ministre du Travail et de la Protection sociale du gouvernement polonais en exil, le socialiste Jan Stańczyk, fit des recommandations à l'ambassade de Pologne à Paris : « Je vous prie de prendre en compte le sort particulier du reste de la population juive polonaise en France dans l'organisation et dans la réalisation de l'action. Ce sont le plus souvent des gens qui, pour des raisons que tout le monde sait, se trouvent à bout de forces, physiquement comme psychiquement. [...] Une attitude appropriée à cet égard revêt – outre l'aspect purement humanitaire du problème – une grave portée politique, ce qui ne requiert pas d'explications supplémentaires²⁸. »

Malgré ces recommandations, il s'avère que le sort particulièrement horrible fait à la population juive pendant les années de la seconde guerre mondiale ne constituait pas, aux yeux des dirigeants de la CRP en France, un argument suffisant pour que les Juifs polonais soient dispensés – ou du moins soulagés – de toutes les exigences formelles requises pour jouir de son aide.

De même, les associations juives comme l'Union des Juifs polonais étaient considérées de la même façon que les organisations polonaises s'occupant des réfugiés polonais d'origine ethnique polonaise. Rien ne permet pour autant de dire que la CRP en France ait pratiqué une quelconque forme de discrimination à l'égard des ressortissants polonais d'origine juive par rapport à leurs compatriotes de culture catholique. Une raison explique cette impression de discrimination. Au lendemain de la Libération en effet, le pourcentage des immigrés devenus français par naturalisation était beaucoup plus important parmi les Juifs polonais qu'au sein de la communauté des travailleurs polonais

[Paris, février 1945]; *ibid.*, protocole de la conférence des représentants de la CRP en France et de l'Union des Juifs polonais en France, Paris, le 8 février 1945, p. 2-3; BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 3, répartition territoriale des allocataires de la CRP en France, [Paris, mars 1945], p. 5; BPP, vers. 3209, rapport sur le contrôle effectué dans la délégation de la CRP à Paris entre le 8 et le 24 janvier 1946, p. 49.

27 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 18, note pour le vice-président de la CRP, Henryk Jabłoński, sur la protection des Juifs de nationalité polonaise, [Paris, premier semestre 1945], p. 2-3.

28 BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/1, lettre : J. Stańczyk, ministre du Travail et de la Protection sociale, à Mieczysław Biesiekierski, conseiller près l'ambassade de Pologne à Paris, Londres, le 14 novembre 1944, p. 5.

et de leurs familles. La somme moyenne allouée à un Juif était supérieure à la moyenne de celle versée à l'ensemble des allocataires polonais. Par exemple, dans la circonscription de la CRP à Marseille, un Juif percevait 300 francs, alors qu'un non-Juif bénéficiait de 245 francs d'allocations²⁹.

L'aide de la CRP en France pouvait être attribuée à toute personne munie d'un passeport polonais ou d'un document équivalent délivré par un consulat général de Pologne, un ancien Office polonais dans l'État français (1940-1941) ou un bureau d'administration des Polonais (fin 1941-1944). Les naturalisés ne pouvaient prétendre aux aides offertes par la CRP. Du montant de chaque prestation fournie aux bénéficiaires était déduit la somme des éventuelles allocations attribuées par la France³⁰.

Toutes les demandes concernant des prestations financières étaient avalisées par des associations reconnaissant le gouvernement polonais de Londres, même si dès le début de l'activité, au mois de novembre 1944, on admit le principe de la « stricte apolitisation » (« *bezwzględna apolityczność* »). Ce principe provoqua même un certain énervement parmi les anticomunistes engagés, au point que le comité directeur de la CRP en France se sentit obligé d'éclaircir son attitude en précisant, au mois de février 1945, qu'une « apolitisation » se référait aux personnes dans le besoin, alors que chaque coopération n'était possible qu'avec une organisation reconnaissant le gouvernement polonais de Londres³¹. Cette attitude paraît logique, quand on sait que les moyens financiers pour les besoins de l'action sociale de la CRP en France étaient assurés par ce gouvernement.

Le 1^{er} mai 1945, la direction des affaires politiques du MAE autorisa la poursuite du versement des avances attribuées par le ministère français des Finances au profit du gouvernement polonais de Londres. Ces avances avaient été prévues par l'accord financier franco-polonais du 7 septembre 1939 avant d'être suspendues après le mois de juin 1940. Les autorités françaises exigèrent toutefois que ces sommes soient destinées à l'action sociale de la Croix-Rouge

29 BPP, M. Biesiekierski, art. prov. 3, répartition territoriale des allocataires de la CRP, [Paris, mars 1945], p. 6.

30 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 16, instruction relative aux règles de la politique de prestations matérielles fournies par la section française de la CRP, Lyon, le 10 octobre 1944, p. 1; BPP, M. Biesiekierski, art. prov. 3, répartition territoriale des allocataires de la CRP, [Paris, mars 1945], p. 6.

31 *Ibid.*, p. 10; comité directeur de la section française de la CRP, *Okólnik w sprawie metod pracy* [Circulaire relative aux méthodes du travail], Paris, le 4 novembre 1944, p. 12-13 (ce document se trouve aussi dans : BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 17, circulaire n° 3 de la section française de CRP, Paris, le 4 novembre 1944); *ibid.*, circulaire n° 5 de section française de la CRP, Paris, le 9 février [1945 – la circulaire est datée par erreur de 1944] (ce document se trouve aussi dans : BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 3); BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 23, « Wyjaśnienie Zarządu Oddziału PCK we Francji » [Explication du comité directeur de la section française de la CRP], Paris, le 21 juin 1945, *Biuletyn Polskiego Czerwonego Krzyża – Oddział na Francję*, n° 3, juin 1945, p. 3-7.

polonaise. La situation internationale ayant beaucoup évolué au désavantage du gouvernement de Pologne à Londres au cours des premiers mois de 1945, notamment à la suite de la conférence des « Trois Grands » à Yalta au mois de février, Józef Jakubowski convainquit les autorités françaises d'intégrer les termes suivants dans le texte de l'accord signé entre le Quai d'Orsay et la section française de la CRP : « Le comité directeur de la Croix-Rouge polonaise prend note du fait que le présent accord restera en vigueur, sauf préavis du ministère des Affaires étrangères mentionné [...] aussi longtemps que la composition actuelle du comité directeur de la Croix-Rouge polonaise n'aura subi aucun changement ».

Qu'était-ce à dire ? Tout changement dans la composition du comité directeur de la section française de la CRP – notamment une modification prétendument effectuée par le gouvernement polonais de Varsovie, après qu'il sera reconnu par la France – impliquerait la perte des avances promises par la France³². Le comité directeur était à l'époque composé de trois personnes : J. Jakubowski, Henryk Jabłoński et Władysław Rosiński. Les avances, dont les mensualités s'élevaient à 27 millions de francs, furent versées à la suite de la décision du ministère des Finances (direction du Trésor), à partir du mois de juin 1945³³.

Les deux personnalités polonaises garantes de cet accord étaient l'ambassadeur de Pologne, Kajetan Morawski et le délégué pour la France du gouvernement

32 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 25, accord entre le ministre plénipotentiaire et directeur des Affaires politiques du MAE, Maurice Déjean, et le comité directeur de la section française de la CRP, Paris, le 1 mai 1945 ; AAN, ambassade de Pologne à Paris, art. 320, lettre : direction des conventions administratives MAE à l'ambassade de Pologne à Paris, Paris, le 4 juin 1945, fol. 38-39.

33 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 16, lettre : ministère des Finances, direction du Trésor à la CRP en France, Paris, le 4 juin 1945 ; A MSZ, série 6, art. 984, lettre : direction politique du MAE à l'ambassade de Pologne à Paris, Paris, le 20 octobre 1945, fol. 11 ; BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 17, lettre : Józef Jakubowski, responsable de l'action sociale du gouvernement polonais de Londres envers les Polonais en France, au président de la CRP à Londres, Paris, le 15 septembre 1945, p. 1 ; projet de la lettre de la direction de la CRP en France au chef de la direction politique du MAE, annexé au protocole de la réunion du Conseil des ministres du 30 avril 1945, dans *Protokoły posiedzeń Rady Ministrów Rzeczypospolitej Polskiej*, éd. cit., t. VIII, p. 469-470 ; rapport du ministre du Trésor, Jan Kwapiński sur la situation financière du gouvernement polonais, annexé au protocole de la réunion du Conseil des ministres du 27 avril 1945, dans *Protokoły posiedzeń Rady Ministrów Rzeczypospolitej Polskiej*, éd. cit., t. VIII, p. 457-458. Voir aussi Wojciech Rojek, « Les rapports entre le gouvernement polonais de Londres et le général de Gaulle, juin 1940-juin 1945 », dans Bruno Drwęski (dir.), *L'Impact de la seconde guerre mondiale sur les relations franco-polonaises*, Paris, Inalco, 2000, p. 63. Le 30 avril 1945, le gouvernement polonais à Londres décida d'étudier les possibilités éventuelles de la cooptation dans le comité directeur de la CRP en France de Piotr Kalinowski et Zygmunt Lubicz Zaleski, étant tous deux d'anciens prisonniers du camp de concentration de Buchenwald. Enfin, la composition de la direction de l'action sociale en France ne fut pas changée. Peut-être l'accord susmentionné qui rendit-il ces projets caducs. Voir : protocole de la réunion du Conseil des ministres du 30 avril 1945, dans *Protokoły posiedzeń Rady Ministrów Rzeczypospolitej Polskiej*, éd. cit., t. VIII, p. 466.

varsovien, Stefan Jędrychowski³⁴. On doit certainement cette solution aux autorités françaises. Cela montre non seulement que les autorités varsoviennes comprirent l'importance de l'action sociale de la CRP envers les immigrés polonais en France, mais qu'elles désiraient par-dessus tout profiter des dispositions de l'accord franco-polonais de 1939 une fois le gouvernement à Varsovie reconnu par la France. À partir d'avril, le CPLN et le délégué varsovien Jędrychowski cherchèrent à collaborer avec la CRP, lui promettant le soutien financier extérieur non sans oublier de lui présenter ses conditions. La CRP déclina ces propositions, confirmant ainsi le caractère apolitique de l'aide fournie aux ressortissants polonais, indépendamment de leurs opinions politiques³⁵. En juin, le vice-président de la CRP en France, le socialiste Henryk Jabłoński, critiqua ouvertement le prétendu caractère politique de l'action sociale menée par le gouvernement polonais de Londres envers ses ressortissants en France. Il s'était notamment froissé avec le père Augustyn Jakubisiak, délégué pour la France du ministère de l'Instruction publique et des Cultes de Londres, tout comme avec Aleksander Kawalkowski, chef de la POWN. Il semble que Jakubowski était alors proche du point de vue de Jabłoński³⁶.

Dès que la section française de la CRP eut repris son activité officielle sur le territoire français libéré, elle s'occupa d'administrer le gymnase et lycée polonais Cyprian-Norwid de Villard-de-Lans. Dès le mois de mars 1945, dans la mesure où les bâtiments de l'école avaient souffert d'une pléthore considérable et parce que les locaux étaient situés en province, les autorités polonaises envisagèrent le transfert de l'institution à Paris³⁷.

Après que la France eut reconnu le gouvernement provisoire d'unité nationale à Varsovie, le comité directeur de la section française de la CRP reconnut pour sa

34 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 17, lettre : comité directeur de la section française de la CRP au comité directeur de la CRP à Londres, Paris, le 4 juillet 1945, p. 2.

35 *Ibid.*, lettre : Stefan Jędrychowski, délégué pour la France du gouvernement polonais de Varsovie au comité directeur de la CRP en France, Paris, le 26 avril 1945 ; *ibid.*, lettre : comité directeur de la CRP en France à la délégation pour la France du gouvernement polonais de Varsovie, Paris, le 2 mai 1945 ; *ibid.*, lettre : délégation pour la France du gouvernement polonais de Varsovie au comité directeur de la CRP en France, Paris, le 12 mai 1945 ; Polpress, « O współpracę z PCK » [Pour la coopération avec la CRP], *Niepodległość*, n° 25, juin 1945, p. 3 ; BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 17, réponse du comité directeur de la CRP en France à un article paru dans le journal *Niepodległość*, Paris, le 29 juin 1945 ; « PCK w obronie swej apolityczności » [La CRP pour la défense de son caractère apolitique], *Sztandar Polski*, n° 27, 1^{er} juillet 1945, p. 1-2.

36 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 17, note : H. Jabłoński à J. Jakubowski sur le contrôle effectué par A. Jakubisiak au sein du département culture et éducation de la CRP en France, [Paris, juin 1945] ; *ibid.*, note : H. Jabłoński à J. Jakubowski, Paris, le 19 juin 1945 ; *ibid.*, lettre : J. Jakubowski à l'ambassadeur K. Morawski, Paris, le 20 juin 1945 ; BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 25, lettre : H. Jabłoński à J. Jakubowski, Paris, le 24 avril 1945.

37 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 19, lettre : CRP en France aux ministères polonais de l'Instruction publique et des Cultes et celui du Travail et de la Protection sociale, Paris, le 22 mars 1945.

part l'autorité du comité directeur de la CRP de Varsovie, rompant ainsi avec la CRP de Londres. Cette démarche, qui n'avait pas fait l'objet d'une concertation préalable avec le gouvernement polonais de Londres, fut dictée par la volonté du maintien de l'action sociale envers les Polonais en France, quelle que fut la situation politique. Jakubowski argumenta sa décision par la nécessité d'aider les Polonais qui le désiraient à retourner dans leur patrie et de venir en aide aux Polonais déplacés en zone d'occupation française en Allemagne³⁸. Malgré cela, le premier ambassadeur de la Pologne populaire, Stefan Jędrychowski, décida le 7 juillet 1945 de l'installation le 10 juillet d'un nouveau comité provisoire de la CRP en France. Deux membres de l'ancien comité directeur conservèrent leur poste, dont Henryk Jabłoński, nouveau président par intérim, qui – tout comme Władysław Rosiński – était déjà entré secrètement en contact avec le CPLN en France plusieurs mois auparavant³⁹. En revanche, l'ancien président de la CRP, Józef Jakubowski, fut exclu de la nouvelle direction, celle-ci étant par ailleurs dotée de quatre nouvelles personnes. Deux d'entre elles, Irène Domanska (membre du PCF et du PPR à la fois, dotée de la double nationalité, polonaise et française) et Pelagia Lewińska (ancienne déportée à Auschwitz, commandante en chef de l'Union des éclaireurs polonais en France, d'obédience communiste), communistes ferventes, allaient jouer un rôle clé dans la mobilisation de militants polonais du courant varsovien en France⁴⁰. Domańska et Lewińska furent nommées déléguées pour la France du comité directeur de la CRP à Varsovie à la mi-juin 1945⁴¹. Au mois d'août 1945, Irène Domanska fut portée à la tête de la CRP en France⁴².

38 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 17, lettre : comité directeur de la section française de la CRP au comité directeur de la CRP à Londres, Paris, le 4 juillet 1945, p. 1-2. Le texte de cette lettre avait été pensé et approuvé par les trois membres de la direction française de la CRP avec la participation de Gustaw Zieliński, ancien délégué secret pour la France du ministère du Travail et de la Protection sociale de Londres (pendant les hostilités).

39 Stefan Jędrychowski, *Przedstawicielstwo PKWN i Rządu Tymczasowego RP we Francji* [La Représentation du CPLN et du gouvernement provisoire de la Pologne en France], Warszawa, MSZ, coll. « Materiały i Studia Historyczne », 1987, p. 38.

40 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 17, lettre : délégué pour la France du gouvernement provisoire d'unité nationale de la Pologne au comité directeur de la section française de la CRP, Paris, le 7 juillet 1945 ; AAN, Croix-Rouge polonaise-comité de direction à Varsovie (Polski Czerwony Krzyż – Zarząd Główny w Warszawie, désormais PCK), art. 133, communiqué n° 2 du comité directeur de la section française de la CRP, Paris, le 15 août 1945, fol. 4.

41 *Ibid.*, nomination de I. Domańska et P. Lewińska au poste de déléguées de la CRP pour la France, Varsovie, le 12 juin 1945, fol. 1.

42 *Ibid.*, communiqué n° 2 du comité directeur de la section française de la CRP, Paris, le 15 août 1945, fol. 4.

Les autorités polonaises de Varsovie désiraient prendre le contrôle sur l'action sociale menée par la CRP afin de pouvoir profiter des avances françaises versées sur la base de l'accord du 7 septembre 1939. C'était la principale raison pour laquelle les autorités varsoviennes s'intéressaient à cette question, aucune autre délégation de la Croix-Rouge polonaise de Londres n'ayant en effet fait l'objet de préoccupation du gouvernement polonais de Varsovie ni du comité directeur de la CRP à Varsovie. Mais Varsovie s'était trompée dans ses calculs. Avec préavis de trois mois, le gouvernement français résilia en effet l'accord de 1939, conformément au texte du 1^{er} mai 1945, dans la mesure où la composition du comité directeur de la section française de la CRP avait été modifiée. Les avances françaises ne furent donc payées que jusqu'à la fin du mois de décembre 1945. D'après une note du Quai d'Orsay datant du mois d'octobre 1945, les autorités françaises n'auraient pu continuer à verser des avances au profit d'un service désigné par le gouvernement polonais de Varsovie – l'ambassade de Pologne à Paris, par exemple – que si Varsovie avait reconnu les dettes du précédent gouvernement de Pologne envers la France⁴³. Bientôt, à la demande du comité directeur de la CRP à Varsovie, la Croix-Rouge polonaise de Londres fut exclue du Comité international de la Croix-Rouge, basé à Genève.

Au cours des premiers mois sous l'autorité du gouvernement varsovien, le personnel de la CRP en France ne fit pas l'objet d'une purge. Le fait que la majeure partie des anciens employés se situaient à gauche du courant londonien ainsi que la présence de Henryk Jabłoński – très apprécié par l'ancien président Jakubowski – dans la direction de l'organisme semblaient garantir le caractère apolitique de sa mission. En septembre encore, un rapporteur du courant anticommuniste informa que la délégation de la CRP à Grenoble était toujours sous l'« influence importante de Londres⁴⁴ ». Les purges commencèrent quand Jabłoński, lui-même revenu en Pologne en octobre 1945 pour y occuper le poste de vice-ministre de l'Instruction, fut remplacé par Irena Domańska⁴⁵. Des militants de l'UCPF purent percevoir des prestations de la part de la CRP

43 A MSZ, série 6, art. 984, lettre : direction politique du MAE à l'ambassade de Pologne à Paris, Paris, le 20 octobre 1945, fol. 12-13 ; BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 17, lettre : Józef Jakubowski, responsable de l'action sociale du gouvernement polonais de Londres envers les Polonais en France, au président de la CRP à Londres, Paris, le 15 septembre 1945, p. 1.

44 BPP, vers. 4043, rapport : lieutenant M. Jasiński à la PWML, Grenoble, le 10 septembre 1945 ; BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/1, rapport sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale en France : M. Biesiekierski au Premier ministre du gouvernement polonais à Londres, [Paris], le 15 octobre 1945, p. 2.

45 AAN, PCK, art. 133, lettre : I. Domańska, présidente du comité directeur de la CRP en France, au comité directeur de la CRP à Varsovie, Paris, le 3 octobre 1945, fol. 27 ; BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/1, rapport sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale en France entre le 1^{er} décembre 1945 et le 28 février 1946, fait par Józef Jakubowski, Paris, le 24 février 1946, p. 1.

jusqu'au mois de mars 1946 inclus, mais à partir d'avril, ces prestations furent retirées à tous les militants d'organisations opposées au gouvernement polonais à Varsovie et à ses représentants en France⁴⁶. La fonction de président de la section française de la CRP fut successivement exercée par Irena Domańska (août 1945-octobre 1947), Henryk Birecki (depuis octobre 1947) et Tadeusz Gout (depuis 1948)⁴⁷.

L'activité de la CRP en France devint de plus en plus limitée au fur et à mesure que la campagne de rapatriement des travailleurs polonais gagnait en intensité et que les centres d'accueil polonais et les camps de rapatriement en France furent fermés. D'autant plus que la plupart des réfugiés de guerre polonais qui n'étaient pas rentrés en Pologne après sa libération de l'occupation allemande se prononçaient contre le nouveau régime établi sur la Vistule, ne reconnaissant pas son autorité. Des associations polonaises anticomunistes accusaient le gouvernement varsovien de limiter intentionnellement l'ampleur de l'action sociale envers les Polonais de France pour les forcer à retourner en Pologne⁴⁸. De leur côté, les Français accusèrent la CRP de ne pas observer une stricte neutralité politique, et en donnèrent comme exemple la propagande exercée par l'association humanitaire vantant le rapatriement des mineurs et ouvriers polonais⁴⁹.

Au début de juillet 1945 déjà, le paiement des prestations pour les anciens allocataires polonais des *Knappschaften* passa de la CRP aux mains du consulat général de Pologne à Lille, qui répartissait une somme attribuée par le ministère polonais du Travail et de la Protection sociale⁵⁰. D'après un mémorandum du CNPF, au mois d'août 1946 environ 4 000 Polonais de France étaient allocataires d'une *Knappschaft* – ce qui ne correspondait donc qu'à une partie des personnes concernées par le problème des pensions des *Knappschaften*, même si

46 BPP, vers. 4087, lettre : présidence de l'UCPF aux comités régionaux de l'UCPF, [Paris], le 11 avril 1946.

47 AAN, PCK, art. 133, lettre : H. Birecki, délégué pour la France de la CRP, au comité directeur de la CRP à Varsovie, Paris, le 30 octobre 1947, fol. 83 ; A PPP, BA 2187, note de renseignement : liste du personnel de la CRP en France, [Paris], le 11 juin 1949.

48 A MSZ, série 6, art. 1001, compte rendu de la conférence des consuls polonais de France à Lille tenue entre le 22 et le 24 février 1946, fol. 33. Concernant la protestation contre la partialité de la CRP en France, voir par exemple : BPP, BPP 1172, protestation du conseil suprême) de l'UCPF, Lille, le 3 février 1946, fol. 75. Ce document se trouve aussi dans : BPP, fonds R. Bailly, vers. 2845/1, fiche non paginée. Voir aussi BPP, BPP 1172, mémorandum de la Fédération des anciens combattants polonais en France [faisant partie de l'UCPF] sur la situation des anciens combattants polonais dans la région parisienne, Paris, le 27 mai 1946, fol. 79.

49 A PPP, BA 2388, préfecture de police de Paris : renseignements concernant la colonie polonaise en France, Paris, le 8 avril 1948, p. 41.

50 BPP, vers. 3209, rapport sur le contrôle effectué dans le bureau de la délégation régionale de la CRP à Lille entre le 15 et le 21 novembre 1945, p. 8 ; AAN, MPiOS, art. 382, lettre : ambassade de Pologne à Paris au ministère du Travail et de la Protection sociale, Paris, le [25] avril 1947, fol. 117.

la situation était meilleure qu'en novembre 1945 (seules 2 928 personnes avaient reçu l'allocation)⁵¹. En revanche, le paiement des pensions de retraite attribuées avant les hostilités par le ZUS n'avait pas encore repris à la fin de l'année 1945⁵².

À partir du 1^{er} juillet 1946, les bourses d'études attribuées jusque-là à un certain nombre d'étudiants polonais par la CRP étaient dorénavant payées par le ministère polonais de l'Instruction, par l'intermédiaire de l'ambassade de Pologne à Paris⁵³. Après que le gymnase et lycée polonais avait été transféré de Villard-de-Lans à Paris (ce qui fut fait avant l'année scolaire 1946-1947), la CRP n'administra plus d'établissements polonais d'enseignement secondaire en France. La dernière initiative dans le domaine de l'enseignement polonais à laquelle la CRP en France participa fut la création et la gestion des cours annuels de baccalauréat à Houilles (Seine-et-Oise)⁵⁴. Créés en janvier 1946, ils n'existèrent que jusqu'à la fin du mois de juin de la même année. En 1946, la CRP en France se débarrassa définitivement de toutes obligations envers l'enseignement polonais. En revanche, un centre d'accueil de la CRP destiné aux enfants polonais ouvrit ses portes à Salies-du-Salat (Haute-Garonne)⁵⁵.

Entre le 1^{er} juillet 1946 et le 30 juin 1947, les autorités polonaises de Varsovie financèrent l'action sociale envers les ressortissants polonais en France à hauteur de 49 096 915 francs, sans compter le financement des frais de scolarités, des rapatriements, ni de l'action sociale de la CRP. Ces ressources furent utilisées pour payer les allocations urgentes aux vieillards, les prestations pour les anciens allocataires de la *Knappschaft*, les allocations temporaires pour les nécessiteux et pour des malades, les pensions des invalides, la protection sociale dans les hôpitaux et destinée aux prisonniers polonais, enfin l'organisation des colonies de vacances pour les enfants⁵⁶. En avril 1947, diverses allocations de

-
- 51 Kazimiera Maj, *Polscy komuniści we Francji, 1919-1946* [Les Communistes polonais en France, 1919-1946], Warszawa, Książka i Wiedza, 1971, p. 237 ; AAN, MPIOS, art. 225, lettre : Feliks Chiczewski, consul général de France à Lille à l'ambassade de Pologne à Paris, Lille, le 14 décembre 1945, p. 1.
- 52 Jean Ostrowski, « Le syndicalisme ouvrier et les Polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans Edmond Gogolewski (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, 1992, p. 164.
- 53 BPP, BPP 1171, rapport sur la situation des Polonais dans la région lyonnaise entre le 31 mai et le 15 juin 1946, fol. 146 ; ce document se trouve aussi dans : PISM, A.46/29, fiche non paginée.
- 54 Edmond Gogolewski, *Szkolnictwo polskie we Francji, 1833-1990*, Wrocław, Towarzystwo Przyjaciół Polonistyki Wrocławskiej, 1998, p. 78.
- 55 PISM, A.46/29, rapport : Roman Wodzicki, « consul » du gouvernement polonais de Londres à Toulouse, à Kajetan Morawski, ambassadeur de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris, Toulouse, le 1^{er} juin 1946, p. 11.
- 56 Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji, 1944-1948* [Les Associations sociales et politiques polonaises en France, 1944-1948], Warszawa, Książka i Wiedza, 1978, p. 155.

la CRP en France furent attribuées à 3 662 personnes, pour une somme totale de 1 700 000 francs par mois – sans compter les prestations pour les anciens allocataires de la *Knappschaft* ni les pensions d'invalidité⁵⁷. L'action sociale de la CRP envers les anciens immigrants polonais fut considérablement limitée après sa reprise en main par le gouvernement varsovien. Elle était dorénavant concentrée sur l'aide aux vieillards, aux veuves et aux orphelins polonais. En 1948, l'action de la CRP en France fut subventionnée par le gouvernement varsovien à hauteur de 45 017 000 francs et de quelque 40 millions de francs l'année suivante⁵⁸.

242

Si l'on se rappelle que l'ancienne CRP londonienne avait assumé tous les devoirs évoqués ci-dessus et qu'elle n'avait pas subventionné l'enseignement polonais (celui-ci ne dépendant pas du ministère du Travail et de la Protection sociale, mais du ministère de l'Instruction publique et des Cultes) ni le rapatriement (qui ne pouvait pas être réalisé par un gouvernement en exil), il apparaît évident que les dépenses de l'État polonais pour l'aide sociale envers les Polonais en France diminuèrent quand Varsovie reprit en main l'aide sociale. Lorsque le gouvernement polonais de Londres bénéficiait de la reconnaissance de la France, ces dépenses s'élevaient à 27 millions de francs par mois. À la fin des années 1940, l'aide fournie par Varsovie s'élevait à 95 millions de francs par an, soit moins de 8 millions de francs par mois – 3 fois moins que l'aide londonienne, voire plus si l'on prend en compte la perte de valeur du franc entre-temps.

Il est évident que cette différence devait être ressentie par les Polonais de France dans le besoin, et les militants anticomunistes usèrent de cet argument. Il faut toutefois rappeler que les moyens du gouvernement polonais de Londres provenaient directement des avances du gouvernement français, suspendues dès le mois d'octobre 1945. Par ailleurs, la protection consulaire et l'aide sociale prodiguées par les représentants de l'État polonais en France n'étaient fournies qu'aux ressortissants polonais qui s'étaient enregistrés dans les consulats de la Pologne populaire, ceux-ci constituant la majorité des citoyens polonais résidant sur le territoire français⁵⁹.

57 AAN, MPiOS, art. 382, lettre : ambassade de Pologne à Paris au ministère du Travail et de la Protection sociale, Paris, le [25] avril 1947, fol. 117 ; *ibid.*, lettre : ambassade de Pologne à Paris au MSZ, département de la protection sociale (Wydział Opieki Społecznej), Paris, le 29 mars 1947, fol. 190.

58 Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 155, 188.

59 Sur la campagne d'enregistrement des Polonais en France, voir le chapitre 4 : « Le fonctionnement des réseaux diplomatiques et consulaires de l'État polonais en France ».

L'ACTION SOCIALE DES MILITANTS DE L'« EXOPOLITIE » POLONAISE EN FRANCE (APRÈS LA PERTE DE LA RECONNAISSANCE FRANÇAISE PAR LE GOUVERNEMENT POLONAIS EN EXIL)

Après que la France eut reconnu le gouvernement provisoire d'unité nationale (GPUN), créé à Varsovie, les autorités polonaises de Londres furent contraintes de redéfinir leur politique d'aide sociale envers les immigrés polonais en France. Par l'instruction du ministère du Travail et de la Protection sociale du 30 juin 1945, toute l'action sociale envers les ressortissants polonais en France fut placée sous la responsabilité du délégué du ministère qui était aussi conseiller aux affaires du travail et de la protection sociale auprès de l'ambassadeur de Pologne en France. Il s'agissait de Mieczysław Biesiekierski, le plus proche collaborateur de l'ambassadeur du gouvernement en exil, Kajetan Morawski. Biesiekierski devint également responsable de l'action sociale envers les Polonais résidant en Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg⁶⁰.

Après 29 juin 1945, l'action sociale envers les nouveaux réfugiés polonais en France – « personnes déplacées » ou « néoréfugiés » (personnes venues de Pologne populaire après la fin des hostilités) – fut menée par l'organisation Caritas. Cette institution s'occupait de la distribution des vêtements et d'autres objets à des personnes dans le besoin, notamment à Paris et dans la région parisienne. Caritas n'était en réalité qu'un service de la Mission catholique polonaise à Paris (PMK). À sa tête se trouvait l'abbé Antoni Banaszak, auquel succéda l'abbé Augustyn Gałęzewski, puis Szymon Konarski, un laïc⁶¹.

À l'échelle générale, la Croix-Rouge polonaise à Londres, présidée par Helena Sikorska, veuve du général Władysław Sikorski, poursuivit son action, mais, en octobre 1946, sous la pression extérieure (après qu'il fut exclu du Comité international de la Croix-Rouge), l'association changea son nom pour la Relief Society for Poles (RSFP, Towarzystwo Pomocy Polakom)⁶². Ainsi, l'action sociale du gouvernement polonais de Londres envers ses ressortissants dispersés en dehors de la Pologne se faisait dorénavant avec les moyens de cette nouvelle institution. Toutes les sections étrangères de l'ancienne Croix-Rouge polonaise de Londres – notamment dans les pays où se trouvaient les soldats ou les anciens militaires des Forces armées polonaises de l'Ouest – furent maintenues, excepté en France, où tout l'appareil de l'aide sociale du courant anticommuniste dut être remis sur pied.

60 Instruction du ministère du Travail et de la Protection sociale relative à la mise en place des politiques sociales [envers les Polonais] en France, Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg, annexée au protocole de la réunion du Conseil des ministres du 14 août 1945, dans *Protokoły posiedzeń Rady Ministrów Rzeczypospolitej Polskiej*, éd. cit., t. VIII, p. 670-671.

61 Gabriel Garçon, *Les Catholiques polonais en France. Les années de fondation (1919-1949)*, Lille, Rayonnement culturel polonais, 2004, p. 224, 359.

62 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 33, rapport sur l'action de la Relief Society for Poles et ses plans pour l'avenir proche, Londres, août 1949, p. 8-9.

Après le mois de juin 1945, toutes les initiatives sociales des délégués du gouvernement polonais de Londres en France étaient devenues privées au regard de la loi française. La délégation de la RSFP en France ne fut officiellement autorisée par la préfecture de police de la Seine qu'en décembre 1948, sous le nom de la Société de secours aux Polonais (SSP)⁶³. La régularisation de cette institution auprès des autorités françaises avait pour but – entre autres – l'obtention du statut d'organisation coopérant avec l'Organisation internationale pour les réfugiés (OIR)⁶⁴. La coopération entre la SSP et l'OIR débuta en juin 1948, moment de l'afflux de plus de 600 réfugiés polonais provenant du Kenya, d'Ouganda et d'Inde⁶⁵.

La structure de la SSP était assez compliquée. L'organisation constituait une branche chargée de la protection au sein du Comité interassociatif de placement des Polonais en France (Comité d'assistance aux réfugiés polonais en France), organisme créé au début de 1948 par les représentants des principales organisations anticommunistes polonaises à caractère social, avec pour but unique de collaborer avec l'OIR. La lettre de Valentin Smith, délégué de l'OIR pour la France, au Comité d'assistance aux réfugiés polonais en France datée du 13 août 1948 confirmait officiellement la coopération en faveur des déplacés polonais. Le comité fut reconnu en tant qu'« un organe consultatif externe habilité à préparer la rédaction des demandes d'assistance administrative, y compris la copie conforme des pièces d'origine en possession de vos compatriotes réfugiés [polonais] ». Valentin Smith écrivit ensuite à ce comité : « En outre, vous aiderez la délégation à apprécier la validité des raisons invoquées par vos compatriotes pour ne pas retourner en Pologne ou refuser de jouir de la protection des autorités polonaises légales⁶⁶. »

Après que la communauté internationale décida de ne plus reconnaître le gouvernement polonais en exil, l'action sociale de ses représentants se concentra sur la nouvelle immigration – réfugiés de guerre, anciens militaires des Forces armées polonaises de l'Ouest et « néoréfugiés » –, l'action sociale envers les immigrés polonais de l'ancienne génération restant dans les mains des associations polonaises de France, auxquelles avaient adhéré les travailleurs polonais arrivés dans ce pays dans l'entre-deux-guerres.

63 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 34, lettre : J. Jakubowski, délégué de la Société de secours aux Polonais en France au ministère français de l'Intérieur, Paris, le 25 avril 1948.

64 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 30, note sur la légalisation de la section française de la Société de secours aux Polonais, faite par J. Jakubowski [Paris, après le mois de mai 1948].

65 AN, AJ 43 311, note : délégué général de l'OIR pour la France au comité préparatoire de l'OIR à Genève, Paris, le 2 juillet 1948 ; *ibid.*, note sur les Polonais dits de Calais et les Polonais dits de Marseille, Paris, le 3 juin 1948.

66 Cité d'après BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/1, lettre : délégation de l'OIR pour la France au Comité d'assistance aux réfugiés polonais en France, Paris, le 13 août 1948.

CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE

Au lendemain de la Libération, les immigrés polonais de France étaient toujours pour la plupart des ressortissants polonais, ce qui explique l'intérêt qu'ils représentaient aux yeux de l'État polonais. Le conflit politique entre les deux gouvernements polonais en concurrence – celui créé sur le territoire polonais libéré par l'Armée rouge et dirigé par les communistes et celui qui se trouvait en exil à Londres, que la France cessa de reconnaître officiellement à la fin du mois de juin 1945¹ – créait un contexte particulier. Ce conflit influençait aussi l'activité des représentants de deux gouvernements polonais en France.

La communauté polonaise en France constituait, dans les années 1940, la cible importante, sinon majeure, de cette rivalité. Les Polonais pouvaient en effet choisir d'adhérer librement à l'un ou l'autre courant. Cette rivalité n'était cependant pas l'enjeu principal aux yeux des ressortissants polonais en France. Les influences proprement dites de l'un ou l'autre gouvernement polonais ou de leurs représentants au sein de la communauté polonaise fixée en France n'étaient que secondaires.

Pourtant, cette question des gouvernements et des courants politiques en concurrence – qui pouvait à première vue ne concerner que la politique intérieure de la Pologne – eut des répercussions dans la relation que la France entretenait avec la Pologne. La conscience que pouvaient avoir les immigrés et leurs enfants élevés en France de leur appartenance nationale représentait un enjeu majeur dans ces relations franco-polonaises.

Dans la dernière partie de ce livre, nous étudierons l'évolution, au lendemain de la seconde guerre mondiale, de l'enseignement polonais dispensé aux enfants des travailleurs immigrés, de l'activité du clergé polonais au sein de la communauté polonaise en France et de la vie associative des immigrés polonais en France, trois facteurs ayant contribué au « maintien de la polonité » de la communauté polonaise en France durant l'entre-deux-guerres.

1 Mais qui continua ses activités à partir de la Grande-Bretagne jusqu'en 1990 !

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

Archives

I. Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine

Série AJ 43 : archives de l'Organisation internationale pour les réfugiés :

- art. 311 : assistance aux Polonais ayant appartenu aux forces alliées réfugiées en France et aux étudiants réfugiés, 1948-1951

Série AJ 80 : Commissariat général du Plan de modernisation et d'équipement :

- art. 15 : archives de Monsieur Bou : production végétale, 1946-1947

Série BB 30 : ministère de la Justice :

- art. 1741 : Inspection générale des services judiciaires, 1944-1947

Série F 1 : ministère de l'Intérieur :

- F 1^a 3303 : X-B 18 : Polonais : camps de La Courtine, Lusignan, Couiza ; consulats polonais, novembre 1944 - septembre 1945 ;

- F 1^a 3345-3346 : situations des étrangers en France, 1944-1947 ;

- F 1^a 3364 : I-H : étrangers en France, 1946.

Série F 7 : police générale :

- art. 15589 : mélanges, entre autres Polonais en France, mai 1946 ; réfugiés israéliens en France, juin 1950 ; réfugiés de l'Europe centrale, mai 1950 ;

- art. 16102 : séjours des étrangers prisonniers et résistants, 1944-1945.

Série F 9 : affaires militaires (y compris le ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés) :

- art. 3840 : centres de réfugiés polonais, 1945-1948.

Fonds 552 AP : fonds Vincent Auriol :

- art. 64 : notes sur les diplomates polonais, renseignements généraux sur les Polonais en France, 1947 (entre autres).

Fonds 577 AP : fonds Georges Mauco :

- art. 5 : documents sur les étrangers en France, 1945-1949.

II. Centre des archives diplomatiques, La Courneuve

Série Europe 1945-1960, sous-série Pologne :

- art. 4-5 : corps diplomatique et consulaire polonais en France. Attachés militaires, navals, de l'air et missions militaires. Correspondance à propos des Bureaux d'administration des Polonais, 1944-1949 ;
- art. 6 : représentants diplomatiques et consulaires du gouvernement polonais de Londres, 1945-1948 ;
- art. 30 : armée polonaise de l'extérieur, 1944-1949 ;
- art. 31 : militaires polonais en France, 1945-1948 ;
- art. 59 : France-Pologne, 1944-1946 ;
- art. 84-85 : Polonais en France – dossier général, 1944-1949 ;
- art. 86 : associations polonaises en France, 1944-1949 ;
- art. 87 : main-d'œuvre polonaise, 1944-1949.

398

III. Archives nationales du monde du travail, Roubaix

Compagnie des mines de Vicoigne-Nœux (Pas-de-Calais) :

- 19940511852 : enquêtes sur les travailleurs français et étrangers, 1939-1946.

Compagnie des mines d'Ostricourt (Nord) :

- 19940570043 : « La situation des Houillères nationalisées », conférence de M. Duguet, Charbonnages de France, le 30 mai 1947, 16 p.

IV. Archives départementales du Nord, Lille

Série 27W : commissariat régional de la République :

- 38328/24 : Polonais, 1944-1946 ;
- 38328/31 : Parti communiste et propagande anticommuniste, 1944-1946 ;
- 38345/1 : rapports des commissaires des renseignements généraux sur l'activité des étrangers, 1944-1945 ;
- 38345/2 : statuts administratifs et affaires se rapportant à des groupes ethniques ; affaires se rapportant au Comité d'action et de défense des immigrés (CADI) ; centre d'hébergement des étrangers ; recensement des étrangers internés maintenus en France ou expulsés, 1944-1946 ;
- 38345/3 : listes des étrangers internés et détenus, 1946 ;
- 38347/1 : activités des Polonais : associations, mineurs recrutés pour l'armée polonaise, Polonais ayant opté pour la Russie, 1945 ;
- 38347/2 : rapports sur l'attitude des Polonais et des Tchèques en France ; activité des associations polonaises, 1944-1946 ;
- 38474/6 : Affaires diverses concernant les consulats, entre autres : Pologne, 1944-1945.

V. Archives de la préfecture de police de Paris

Série B – cabinet du préfet de police, sous-série BA – rapports et renseignements adressés au cabinet du préfet (1869-1970) :

- BA 2186: Pologne, ambassade et consulat général à Paris;
- BA 2187: Pologne, affaires diverses;
- BA 2388: Pologne, colonies polonaises.

VI. Centre des archives économiques et financières, Savigny-le-Temple

- B 33. 773 / F³⁰ 3216: accords militaires franco-polonais, 1939-1940.

VII. La Contemporaine, Nanterre

- O pièce 26364: *La Pologne en lutte 1939-1945-1949*, [brochure], Paris, Comité d'entente de l'Association des Polonais libres, 1949, 63 p;
- O pièce 27302: *Statut de l'Union centrale des Polonais en France avec les règlements des comités régionaux et des comités locaux qui font partie intégrante de l'Union*, [brochure], Paris, 1945, 16 p;
- Q pièce 7492: Frédéric Joliot-Curie, *Pour la défense de l'immigration démocratique polonaise en France*, [brochure], Paris, L'Amitié franco-polonaise, le 29 novembre 1949, 2 p.

VIII. Bibliothèque nationale de France

- 4-WZ-6441: *Association des ingénieurs et techniciens polonais en France – 50 ans*, [brochure], juin 1969.

IX. Société historique et littéraire polonaise / Bibliothèque polonaise de Paris

Fonds Rosa Bailly née Dufour :

- vers. 2845/1-2 : correspondance, 1945-1946.

Fonds Mieczysław Biesiekierski :

- art. prov. 1 : documents biographiques, 1919-1974.
- art. prov. 3 : matériaux pour l'activité au sein de la Croix-Rouge polonaise (CRP) en France et de la Relief Society for Poles (RSFP), 1944-1951;
- art. prov. 4/1 : matériaux pour l'activité en tant que conseiller aux affaires du travail et de la protection sociale auprès de l'ambassade de Pologne à Paris et en tant que délégué du ministère du Travail et de la Protection sociale, correspondance, 1944-1949;
- art. prov. 5 : matériaux pour la campagne de réinstallation des Polonais en France, 1946-1948.

Fonds Kazimierz Czerny-Szwarcenberg :

- art. prov. 1 : correspondance, 1939-1946.

Fonds Józef Jakubowski :

- art. prov. 10 : rapports sur l'activité du Groupement d'assistance aux Polonais en France (Towarzystwo Opieki nad Polakami we Francji), 1941-1944 ;
- art. prov. 13 : matériaux sur les réunions du comité directeur de la CRP en France, 1944-1945 ;
- art. prov. 16 : questions de la protection dans des centres d'accueil, 1944-1945 ;
- art. prov. 17 : activité de la CRP en France dans le contexte du changement de la situation politique, 1944-1945 ;
- art. prov. 18 : matériaux concernant l'aide aux anciens prisonniers et détenus et aux Juifs polonais, 1943-1946 ;
- art. prov. 19 : affaires du service de l'emploi et du service de l'éducation de la CRP en France, 1944-1945 ;
- art. prov. 22 : rapports sur l'histoire et l'activité de la CRP en France, 1941-1945 ;
- art. prov. 23 : matériaux de l'assemblée des délégués régionaux de la CRP en France ;
- art. prov. 25 : correspondance concernant la CRP en France, 1944-1945 ;
- art. prov. 30 : activité de la branche française de la RSFP : Société de secours aux Polonais (Towarzystwo Pomocy Polakom), 1947-1950 ;
- art. prov. 33 : rapports sur l'activité de la RSFP, 1947-1949 ;
- art. prov. 34 : correspondance de la RSFP, 1946-1950 ;
- art. prov. 35 : matériaux des divers organismes dans le cadre de la RSFP, 1947-1955 ;
- art. prov. 42 : *varia*, concernant entre autres l'Organisation polonaise de lutte pour l'indépendance (Polska Organizacja Walki o Niepodległość, POWN), 1945-1983.

Fonds Aleksander Kawałkowski :

- BPP 1165 : rapports et mémoires concernant la POWN ;
- BPP 1168 : matériaux concernant la liquidation de la POWN et les affaires des combattants ;
- BPP 1169 : matériaux pour l'activité diplomatique de Kawałkowski, 1944-1948 ;
- BPP 1170 : rapports et mémoranda sur la situation intérieure en France, 1944-1947, entre autres : rapport sur la situation de l'immigration polonaise en France du mois de décembre 1944 ;
- BPP 1171 : rapports sur la situation intérieure en France et sur l'immigration polonaise, 1944-1946 ;
- BPP 1172 : matériaux concernant les associations polonaises à l'étranger, 1945-1946 ;
- BPP 1201/II : périodiques et brochures du fonds privé.

Fonds Stanisław Kot :

- KOT 11 : matériaux pour l'activité politique de Kot dans le Parti paysan polonais en exil (Polskie Stronnictwo Ludowe, PSL) dans les années 1947-1954.

Fonds Kajetan Morawski :

- art. prov. 6/I : rapports pour le ministère des Affaires étrangères du gouvernement polonais à Londres (MSZ), 1941-1953 ;

- art. prov. 19/I : matériaux concernant la Bibliothèque polonaise et la Société historique et littéraire polonaise, 1929-1954.

Fonds Tadeusz Parczewski :

- art. prov. 1/I-II : émigration polonaise en France : Organisations politiques. Organisations sociales, 1945-1960;
- art. prov. 5 : Mouvement polonais pour la Liberté « Indépendance et démocratie » (*Polski Ruch Wolnościowy* „Niepodległość i Demokracja”, NiD), 1945-1966;
- art. prov. 10 : Association d’entraide des anciens combattants polonais en France (Samopomoc byłych Kombatantów Polskich we Francji, puis Stowarzyszenie Polskich Kombatantów, SPK), 1946-1964;
- art. prov. 12 : documents du département éducation et culture de la SPK, 1946-1950.

Fonds Edmund Strauch :

- art. prov. 2 : correspondance de l’agence consulaire de Pologne à Charleville-Mézières, 1944-1950;
- art. prov. 3 : *varia* – circulaires, bulletins, invitations, 1945-1950.

Fonds Zygmunt Lubicz Zaleski :

- vers. 3882/2 : activité en tant que coordinateur de l’éducation de la jeunesse polonaise en France; activité au sein du Comité central des études (Centralny Komitet Studiów);
- vers. 3883/2 : activité en tant que président du Comité central des études à Paris; Mission militaire polonaise de liquidation (Polska Wojskowa Misja Likwidacyjna); Mission catholique polonaise (Polska Misja Katolicka);
- vers. 3892/2 : Activité en tant que délégué pour la France du ministre de l’Instruction publique et des Cultes.

Documents non classés :

- vers. 3209 : rapports sur les contrôles effectués par la CRP en France, 1945-1946;
- vers. 3215 : Union des réfugiés de guerre polonaise (Zjednoczenie Polskiego Uchodźstwa Wojennego);
- vers. 3218 : archives de l’Union indépendante des instituteurs polonais en France (Niezależny Związek Nauczycielstwa Polskiego);
- vers. 3219-3220 : fonds Jerzy Jankowski;
- vers. 3269-3270 : fonds Lucjan Krawiec;
- vers. 3386 : e.a. *Duszpasterstwo polskie we Francji* [L’Aumônerie polonaise en France], l’état à la date du 1^{er} mars 1947, brochure, 1947;
- vers. 4042-4043 : Mission militaire polonaise de liquidation en France (Polska Wojskowa Misja Likwidacyjna we Francji);
- vers. 4087-4091, 4115 : archives de l’Union centrale des Polonais en France (Centralny Związek Polaków we Francji);
- vers. 5011 : archives du Parti paysan polonais en France (Polskie Stronnictwo Ludowe).

X. Archives des Actes nouveaux (Archiwum Akt Nowych), Varsovie

Ambassade de Pologne à Paris

- art. 320 : protection sociale sur les immigrés en France et en Belgique, 1944-1945 ;
- art. 331 : réseau diplomatique polonais en France, 1943-1945 ;
- art. 346 : protection juridique sur les immigrés, 1945.

Croix-Rouge polonaise – comité de direction à Varsovie :

- art. 133 : section autonome à l'étranger (*Samodzielna Sekcja Zagraniczna*) : délégation de la CRP en France : organisation, instructions, résolutions et correspondance, 1945-1957.

Lycée polonais à Paris :

- art. 5 : l'activité, 1947-1963.

Ministère du Travail et de la Protection sociale :

- art. 222 : département des assurances sociales (Departament Ubezpieczeń Społecznych) – coopération avec les autres pays dans le domaine de sécurité sociale : France, 1946-1949 ;
- art. 225 : département des assurances sociales – allocations pour travailleurs polonais en France ayant effectué une partie de leur ancienneté de service en Allemagne („*zasilki gwareckie*”), 1945-1946 ;
- art. 382 : département des assurances sociales – aide aux Polonais établis hors de leur pays, 1945-1948.

402

XI. Archives du ministère des Affaires étrangères de Pologne, Varsovie (A MSZ)

Série 6 : département politique, section Europe occidentale et du Nord (Departament Polityczny – Wydział Zachodniej i Północnej Europy) :

- art. 969 (liasse 68) : conventions sur le rapatriement et réémigration des Polonais de France – exemplaires originaux, 1946-1947 ;
- art. 971 (liasse 68) : aumônerie polonaise en France, 1946-1947 ;
- art. 984 (liasse 69) : réseau diplomatique et consulaire polonais, 1945-1948 ;
- art. 985 (liasse 69) : rejet de l'*exequatur* pour la candidature consulaire d'Aleksander Bodak en France, 1948 ;
- art. 994 (liasse 71) : rapports politiques de l'ambassade de Pologne à Paris, 1945-1948 ;
- art. 1001 (liasse 72) : vie politique de l'immigration polonaise en France, 1945-1948.

Série 8 : département II, section pays romans (Departament II – Wydział Romański) :

- art. 83 (liasse 6) : enseignement polonais et cours de polonais pour les étrangers en France, 1949 ;

Série 15 : cabinet du ministre :- art. 169 (liasse 18) : questions concernant la citoyenneté et les passeports, entre autres : enregistrement des citoyens polonais en France, 1945-1950.

Série 20 : bureau consulaire (*Biuro Konsularne*), 1945-1950 :

- art. 17 (liasse 2) : rapports sur l'activité des services administratifs polonais sur le territoire français, 1947-1949 ;
- art. 18 (liasse 2) : rapport d'activité du consulat général de Pologne à Lille, 1949 ;
- art. 32 (liasse 2) : revue des affaires polonaises en France, 1948-1949 ;
- art. 48 (liasse 3) : rapports des consulats généraux de Pologne à Lille et à Marseille sur les affaires polonaises, 1949 ;
- art. 49 (liasse 4) : rapports des consulats de Pologne à Strasbourg, à Toulouse et à Lyon sur les affaires polonaises, 1949 ;
- art. 77 (liasse 5) : enseignement polonais à l'étranger, entre autres : en France, 1947-1949 ;
- art. 116-118 (liasse 9) : rapports du consulat général de Pologne à Paris, 1946-1949 ;
- art. 119-121 (liasse 9) : rapports du consulat général de Pologne à Marseille, 1946-1949 ;
- art. 122-124 (liasse 9) : rapports du consulat général de Pologne à Lille, 1946-1949 ;
- art. 125-127 (liasses 9, 10) : rapports du consulat de Pologne à Lyon, 1946-1949 ;
- art. 128-130 (liasse 10) : rapports du consulat de Pologne à Toulouse, 1947-1949 ;
- art. 131 (liasse 10) : rapports du consulat de Pologne à Strasbourg, 1946-1949 ;
- art. 133 (liasse 10) : rapports de l'agence consulaire de Pologne à Metz, 1946-1949 ;
- art. 444 (liasse 37) : protection sociale envers les émigrés – généralités, 1946 ;
- art. 456 (liasse 38) : la mise en service du réseau consulaire sur le territoire français, 1945 ;
- art. 993 (liasse 75) : rapports du consulat de Pologne à Toulouse sur les affaires polonaises, 1950 ;
- art. 1074 (liasse 80) : enregistrement des citoyens polonais par le consulat de Pologne à Lyon, 1950.

Série 22 : bureau pour les affaires du rapatriement (*Biuro do Spraw Repatriacji*) :

- art. 77, 80 (liasse 4) : situation de l'immigration polonaise dans la circonscription consulaire de Lille, 1947.

Base de données électroniques des postes diplomatiques et consulaires de Pologne pour les années 1918-1945, établie par Janusz Deszczka.

Base de données électroniques des postes diplomatiques et consulaires de Pologne pour les années 1946-2012, établie par Janusz Deszczka.

XII. Archives de l'Institut de la mémoire nationale (Archiwum Instytutu Pamięci Narodowej)

- AIPN 0179/1385 : département de l'information du ministère de la Sécurité publique (Wydział Informacji Ministerstwa Bezpieczeństwa Publicznego), *Emigracja polska*.

Broszura szkoleniowa [Émigration polonaise. Brochure d'instruction], Varsovie, août 1948.

XIII. Archives de l'université Jagellonne, Cracovie

Série S II 619 : dossiers individuels des universitaires ayant travaillé entre 1850 et 1939 :

- Wnorowski Feliks.

XIV. The Polish Institute and Sikorski Museum, Londres

Série A.XI.E : ministère des Affaires étrangères :

- art. 192 : relations polono-françaises, 1945 ;

- art. 598 : protection sociale sur les émigrés, 1945.

Série A.17 : Union mondiale des Polonais de l'étranger (Światpol) (Światowy Związek Polaków z Zagranicy) :

- art. 4 : pays européens et Canada, 1943-1946 ;

- art. 22 : Bulletins d'information (*Biuletyny informacyjny*), n° 1-34, 1945-1947 ;

- art. 24-25 : bulletins, brochures, 1938-1948.

Série A.46 : ambassade de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris, 1944-1950 :

- art. 1-4 : questions politiques – généralités, 1945-1949 ;

- art. 13-15 : organisation de la vie politique en France, 1945-1948 ;

- art. 23-24 : questions de la jeunesse, scolaires et académiques, 1945-1947 ;

- art. 29-30 : rapports consulaires, 1945-1947.

Série A.54 : consulat de Pologne à Lille :

- art. 2 : allocations pour veuves et enfants des victimes de guerre et les allocations aux familles de militaires, 1944-1945 ;

- art. 3 : Mission militaire polonaise de recrutement et évacuation (*Misja Wojskowa do spraw Zaciągu i Ewakuacji*), 1944-1945.

Série PRM : présidence du Conseil des ministres (*Prezydium Rady Ministrów*) :

- art. 162 : année 1945. Dépêches des services diplomatiques.

XV. Polish Underground Movement Study Trust (*Studium Polski Podziemnej*), Londres

Série A : 6^e section (section spéciale) de l'état-major du commandant en chef de l'armée polonaise (*Oddział VI Sztabu Naczelnego Wodza – Oddział Specjalny*) :

- A.5.2.9. : bases et postes de communication de l'Armée de l'intérieur avec la Pologne occupée : « Paryż » [« Paris »], 1940-1945.

Série SK.17 : 6^e section (section spéciale) de l'état-major du commandant en chef de l'armée polonaise (*Oddział VI Sztabu Naczelnego Wodza – Oddział Specjalny*) ; documents provenant d'un coffre retrouvé :

- art. 23 : matériaux de la « Baza Moda » à Paris concernant les postes « Lila » et « Mine », 1944-1945.

XVI. Polish Library POSK, Londres

558/RPS : fonds Tadeusz Świącicki :

- archives de la Société de bibliophiles polonais de Paris, 1945-1948.

916/RPS :

- Antoni Stefan Koper, *Polscy Displaced Persons w Niemczech, 1945-1947* [Personnes déplacées polonaises en Allemagne, 1945 -1947], London, [1979], introduction et première partie de la thèse de doctorat préparée à l'Université polonaise en exil (Polski Uniwersytet Na Obczyźnie) – brouillon, 88 p.

XVII. The National Archives, Kew, Londres

Série FO 371 : Foreign Office – Political Departments : General Correspondance:

- 47793 : Polish Committee of National Liberation France, 1945.

Série WO 204 : War Office – Allied Forces, Mediterranean Theatre : Military Headquarters Papers, Second World War :

- 5701 : Poles in France, 1944-1945 ;
- 5703 : Movements of Poles from France, 1944-1945.

Presse

Biuletyn Informacyjny Centralnego Związku Polaków we Francji [Bulletin d'information de l'Union centrale des Polonais en France], Paris, 1945-1947.

Biuletyn Polskiego Czerwonego Krzyża – Oddział na Francję [Bulletin de la Croix-Rouge polonaise – section française], Paris, 1944-1945.

Comité polonais de libération nationale en France. Service de documentation, Paris, 1944-1945.

Gazeta Ludowa. Tygodnik Polskiego Stronnictwa Ludowego we Francji [Gazette populaire. Hebdomadaire du Parti paysan polonais en France], Paris, 1946-1947.

Gazeta Polska (Niepodległość). Dziennik Wychodźstwa Polskiego we Francji (Journal polonais, fondé sous l'occupation ennemie en 1941), Paris, 1945-1949.

Głos Pracy. Miesięcznik robotników polskich w CGT-Force ouvrière [La Voix du Travail. Mensuel polonais de la CGT-Force ouvrière], Paris, 1949.

Kultura [La Culture], Paris, 1947-1950.

Lud Polski. Organ polskich mas pracujących we Francji [Le Peuple polonais. Organe de presse des classes laborieuses polonaises en France], Paris, 1946-1948.

Narodowiec [Le National], Lens, 1945-1949.

Niepodległość. Organ Wychodźstwa Polskiego we Francji [L'Indépendance. Organe de presse de l'émigration polonaise en France], Paris, 1944-1945.

Placówka [Le Poste], Paris, 1945-1948.

Polonia Zagraniczna. Biuletyn Organizacyjny Światowego Związku Polaków z Zagranicy [Polonia de l'étranger. Bulletin d'organisation de l'Union mondiale des Polonais de l'étranger], Londyn, 1945-1947.

Polska Wierna. Tygodnik katolicki [La Pologne fidèle. Hebdomadaire catholique], Paris/Londres, 1945-1949.

Syrena [La Sirène], Paris, 1947-1949.

Sztandar. Organ Centralnego Komitetu Walki [L'Étendard. Organe du Comité central de lutte], Lyon, 1944.

Sztandar Polski. Dziennik emigracji polskiej we Francji, Belgii i Holandii [L'Étendard polonais. Journal de l'émigration polonaise en France, en Belgique et aux Pays-Bas], Paris, 1945-1946.

Światło. Zbiór artykułów i rozpraw pod redakcją A. Ciołkosza i Z. Zaremby [La Lumière. Revue mensuelle], Paris, 1947-1949.

Więści. Wydawnictwo Oficera Opieki Obozu Zb. WP nr 3 dla żołnierzy Obozu [Les Nouvelles. L'édition de l'officier responsable du camp de rassemblement n° 3 de l'armée polonaise pour les soldats], Lille, 1946-1948.

Wolna Polska. Organ zjednoczonego ludu polskiego we Francji [La Pologne Libre. Organe de presse du peuple polonais uni en France], Lyon, 1944-1945.

Documents imprimés et mémoires

Archiwum Ruchu Robotniczego, n° 1, « Grupy polskie Francuskiej Partii Komunistycznej podczas okupacji hitlerowskiej. Materiały programowe, VIII 1941-VIII 1944 » [Les groupes polonais du Parti communiste français pendant l'occupation hitlérienne. Documents de programme, août 1941-août 1944], dir. Kazimiera Maj, 1973, p. 285-340.

BIESIEKIERSKI, Mieczysław, « Polska akcja opiekuńcza we Francji w okresie okupacji niemieckiej, czerwiec 1940-wrzesień 1944 » [L'action polonaise de protection sociale en France pendant l'occupation allemande, juin 1940-septembre 1944)], *Zeszyty Historyczne* (Paris), n° 105, 1993, p. 38-63.

BOBROWSKI, Czesław, *Wspomnienia ze stulecia* [Mémoires du centenaire], Lublin, Wydawnictwo Lubelskie, 1985, 344 p.

Bulletin de la statistique générale de la France, vol. 34, n° 12, décembre 1946.

Bulletin de la statistique générale de la France, vol. 35, n° 3, mars 1947.

CEGIEŁKA, Franciszek, « Nuncjusz A. G. Roncalli w Paryżu » [Le nonce A. G. Roncalli à Paris], *Zeszyty Historyczne* (Paris), n° 39, 1977, p. 184-193.

—, « Problemy Polskiej Misji Katolickiej we Francji w pierwszych latach po II wojnie światowej » [Les problèmes de la Mission catholique polonaise en France pendant les premières années après la seconde guerre mondiale], *Studia Polonijne*, n° 11, 1987, p. 223-236.

- GAJEWICZ, Bohdan, *Opieka nad kombatantami (1941-1944)* [La Protection pour les anciens combattants], Vals-les-Bains (Ardèche), Towarzystwo Opieki nad Polakami we Francji [Groupement d'assistance aux Polonais en France], octobre 1944, 74 p. ; *Zakończenie* [Conclusion], Paris, le 28 avril 1945, 4 p. [numérotées 75-78].
- INSEE, *Premiers résultats du recensement général de la population effectué le 10 mars 1946*, Paris, Impr. nationale, 1947, 61 p.
- , *Résultats statistiques du recensement général de la population effectué le 10 mars 1946*, t. II, *Population présente totale*, Paris, Impr. nationale, 1953, 436 p.
- JĘDRYCHOWSKI, Stefan, *Przedstawicielstwo PKWN i Rządu Tymczasowego RP we Francji* [La Représentation du CPLN et du gouvernement provisoire de la Pologne en France], Warszawa, MSZ, coll. « Materiały i Studia Historyczne » [Matériaux et études historiques], 1987, 78 p.
- „Komunikaty Informacyjne” Sztabu Naczelnego Wodza / Sztabu Głównego Polskich Sił Zbrojnych na Zachodzie, 1945-1947 [Les Bulletin d'information de l'état-major du commandant en chef des Forces armées polonaises de l'Ouest / de l'état-major des Forces armées polonaises de l'Ouest, 1945-1947], éd. Czesław Brzoza, Kraków, Księgarnia Akademicka, 2008, 728 p.
- MARÈS, Antoine, « Témoignages d'exilés et de réfugiés politiques d'Europe centrale en France après 1945 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 44, octobre-décembre 1996, p. 48-54.
- MORAWSKI, Kajetan, *Tamten brzeg* [L'Autre Bord], éd. Jerzy Marek Nowakowski, Warszawa, Spotkania, 1996, 281 p.
- OLSZANSKI, Thomas, *La Vie errante*, dans *Un militant syndicaliste franco-polonais. « La Vie errante » de Thomas Olszanski, 1886-1959*, éd. et trad. Mylène Mihout, Lille, PUL, 1993, 395 p. (version polonaise: OLSZAŃSKI, Tomasz, *Życie tulacze*, Warszawa, Książka i Wiedza, 1957, 378 p.).
- OSTROWSKI, Jean, « Le syndicalisme ouvrier et les Polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3) / *Revue du Nord*, hors-série, n° 7, coll. « Histoire », 1992, p. 159-174.
- Pamiętniki emigrantów, 1878-1958* [Souvenirs des émigrés, 1878-1958], Warszawa, Czytelnik, 1960, 924 p.
- Polska Ludowa. Materiały i Studia*, n° 5, « Dokumenty do dziejów polskich demokratycznych formacji wojskowych we Francji, 1941-1945 » [Documents pour l'histoire des formations militaires démocratiques polonaises en France, 1941-1945], dir. Wincenty Romanowski et Mieczysław Wrzosek, 1966, p. 141-202.
- PONTY, Janine, *L'Immigration dans les textes. France, 1789-2002*, Paris, Belin, 2003, 416 p.
- Protokoły posiedzeń Rady Ministrów Rzeczypospolitej Polskiej* [Protocoles des réunions du Conseil des ministres de la république de Pologne], t. VII, *Maj-listopad 1944* [Mai-

novembre 1944], éd. Wojciech Rojek, collab. Andrzej Suchcitz, Kraków, Secesja, 2006, 694 p.

Protokoły posiedzeń Rady Ministrów Rzeczypospolitej Polskiej [Protocoles des réunions du Conseil des ministres de la république de Pologne], t. VIII, *Grudzień 1944-sierpień 1945* [Décembre 1944-août 1945], éd. Wojciech Rojek, collab. Andrzej Suchcitz, Kraków, Secesja, 2008, 774 p.

PUTRAMENT, Jerzy, *Pół wieku. Zagranica* [Un demi-siècle. À l'étranger], Warszawa, Czytelnik, 1965, 412 p.

Rocznik Statystyczny 1947 [Annuaire statistique de la république de Pologne 1947], Warszawa, GUS [Office central de statistiques], 1947.

Rocznik Statystyczny 1948 [Annuaire statistique de la république de Pologne 1948], Warszawa, GUS, 1949.

Rocznik Statystyczny 1956 [Annuaire statistique de la république de Pologne 1956], Warszawa, GUS, 1956.

Rocznik wychodźstwa polskiego we Francji i Belgii [Annuaire de l'émigration polonaise en France et en Belgique], Paris, 1948.

Sprawozdanie z pierwszego walnego zjazdu wychodźstwa polskiego we Francji, 17-18 grudnia 1944 roku [Compte-rendu de la 1^{re} assemblée plénière de l'émigration polonaise en France, les 17 et 18 décembre 1944], Paris, 1945, 140 p.

ZALESKI LUBICZ, Zygmunt, *Le Statut moral de l'émigré*, Paris, 1949, 8 p. (extrait de: *Revue des travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, 1949).

408

Communications orales

Communication orale enregistrée de Maciej Morawski, Paris, le 28 février 2012.

Sources audiovisuelles

WISNIEWSKI, Allan, *Pologne. Chronique d'un retour oublié, 1947-1990*, SCEREN/CNDR, coll. « Films en classe : collègue et lycée », « Histoire », 2010, 75 minutes.

BIBLIOGRAPHIE

Instruments de travail

BRUNEL, Ghislain (dir.), *Les Sources de l'histoire de la Pologne et des Polonais dans les archives françaises*, Paris, Direction des Archives de France, 2003, 818 p.

DANILEWICZ-ZIELIŃSKA, Maria, *Bibliografia: „Kultura”, 1958-1973; „Zeszyty Historyczne”, 1962-1973; działalność wydawnicza, 1959-1973* [Bibliographie: *Kultura*, 1958-1973; *Zeszyty Historyczne*, 1962-1973; l'activité éditoriale, 1959-1973], Le Mesnil-le-Roi, Instytut Literacki w Paryżu [Institut littéraire de Paris], coll. « Biblioteka Kultury » [Bibliothèque de la revue *Kultura*], 1975, 430 p.

- , *Bibliografia: „Kultura”, 1974-1980; „Zeszyty Historyczne”, 1974-1980; działalność wydawnicza, 1974-1980* [Bibliographie: *Kultura*, 1974-1980; *Zeszyty Historyczne*, 1974-1980; l'activité éditoriale, 1974-1980], Le Mesnil-le-Roi, Instytut Literacki w Paryżu [Institut littéraire de Paris], coll. « Biblioteka Kultury » [Bibliothèque de la revue *Kultura*], 1981, 314 p.
- , *Bibliografia: „Kultura”, 1981-1987; „Zeszyty Historyczne”, 1981-1987; działalność wydawnicza, 1981-1987* [Bibliographie: *Kultura*, 1981-1987; *Zeszyty Historyczne*, 1981-1987; l'activité éditoriale, 1981-1987], Le Mesnil-le-Roi, Instytut Literacki w Paryżu [Institut littéraire de Paris], coll. « Biblioteka Kultury » [Bibliothèque de la revue *Kultura*], 1989, 348 p.
- FAVIER, Jean (dir.), *Les Archives nationales. État général des fonds*, t. V, 1940-1958. *Fonds conservés à Paris*, Paris, Archives nationales, 1988, 468 p.
- GOULD, Julius et KOLB William L. (dir.), *A Dictionary of the Social Sciences*, London, Tavistock Publications, 1964, 761 p.
- JUDYCKA, Agata et JUDYCKI, Zbigniew, *Les Polonais en France. Dictionnaire biographique*, trad. Richard Zienkiewicz, Paris, Concorde, 1996, t. I, 348 p.
- JUDYCKI, Zbigniew A., *Polacy w świecie. Kwartalnik biograficzny Polonii* [Les Polonais dans le monde. Trimestriel biographique de la Polonia], Paris, puis Paris/Kielce, Scripta 2000, 17 tomes, 1992-2000.
- KOŁODZIEJ, Edward, « Sources pour l'histoire de l'immigration et de la Polonia de France dans les Archives nationales polonaises », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 93-108.
- KOWALIK, Jan, *„Kultura”, 1947-1957. Bibliografia zawartości treści. Działalność wydawnicza, 1946-maj 1959* [*Kultura*, 1947-1957. Bibliographie du contenu de la revue. L'activité éditoriale, 1946-mai 1959], Le Mesnil-le-Roi, Instytut Literacki w Paryżu [Institut littéraire de Paris], coll. « Biblioteka Kultury » [Bibliothèque de la revue *Kultura*], 1959, 393 p.
- , *Bibliografia czasopism polskich wydanych poza granicami Kraju od września 1939 roku – World Index of Polish Periodicals Published outside of Poland since September 1939*, 5 tomes, Lublin, Wydawnictwo KUL [Presses universitaires de l'Université Catholique de Lublin], 1976 (t. I-IV), 1988 (t. V); t. I, 317 p., t. II, 245 p., t. III, 275 p., t. IV, 233 p., t. V, 272 p.
- Polska Służba Zagraniczna po 1 września 1939 r.* [Le Corps diplomatique polonais après le 1^{er} septembre 1939], Londyn, Stowarzyszenie Pracowników Polskiej Służby Zagranicznej, 1954, 180 p.
- Polski Słownik Biograficzny* [Dictionnaire biographique polonais], Kraków, PAN [Académie polonaise des sciences], 1962-1964, 1976, t. X, XXI.
- SUPRUNIUK, Anna et SUPRUNIUK, Mirosław A., *Bibliografia: „Kultura”, 1988-1996; „Zeszyty Historyczne”, 1988-1996; działalność wydawnicza, 1988-1996* [Bibliographie: *Kultura*, 1988-1996; *Zeszyty Historyczne*, 1988-1996; l'activité éditoriale, 1988-

1996], Le Mesnil-le-Roi : Instytut Literacki w Paryżu [Institut littéraire de Paris], coll. « Biblioteka Kultury » [Bibliothèque de la revue *Kultura*], 1997, 463 p.

VEGLIA, Patrick, FOLLIET, Delphine, EL YAZAMI, Driss, *et. al. Les Étrangers en France. Guide des sources d'archives publiques et privées. XIX-XX^e siècles*, Paris, Génériques/Direction des Archives de France, 2005, t. IV, 886 p.

Problématique et méthodologie

BABIŃSKI, Grzegorz, *Więź etniczna a procesy asymilacji. Przemiany organizacji etnicznych. Zagadnienia teoretyczne i metodologiczne* [Le Lien ethnique. Les transformations des organisations ethniques. Questions théoriques et méthodologiques], Warszawa/Kraków, PWN, 1986, 174 p.

KUBIAK, Hieronim, « Proces przystosowania społecznego emigrantów polskich do warunków kulturowych krajów osiedlenia. Podstawowe założenia i konkluzje teoretyczne » [Le processus d'adaptation sociale des émigrés polonais aux conditions culturelles de vie dans le pays de réinstallation. Les principes de base et conclusions théoriques], dans KUBIAK, Hieronim et PILCH, Andrzej (dir.), *Stan i potrzeby badań nad zbiorowościami polonijnymi* [L'État des connaissances et les besoins de la recherche sur les communautés polonaises à l'étranger], actes du colloque de Cracovie, 30 août-5 septembre 1975, Wrocław/Warszawa/Kraków/Gdańsk, Ossolineum-PAN [Académie polonaise des sciences], 1976, p. 60-73.

—, PALUCH, Andrzej K. et BABIŃSKI, Grzegorz, « Procesy asymilacji i ich odbicie w refleksji teoretycznej we współczesnych naukach społecznych » [Les Processus d'assimilation et leur reflet dans la réflexion théorique des sciences sociales contemporaines], dans KUBIAK, Hieronim et PALUCH, Andrzej K. (dir.), *Założenia teorii asymilacji* [Les Principes de la théorie d'assimilation], actes du colloque de Cracovie, juillet 1978, Wrocław/Warszawa/Kraków/Gdańsk, Ossolineum, Komitet Badania Polonii PAN [Bibliothèque sur les Polonais de l'étranger. Comité des recherches sur les Polonais de l'étranger de l'Académie polonaise des sciences], 1980, p. 53-78.

NOIRIEL, Gérard, « Immigration : le fin mot de l'histoire », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 7, 1985, p. 141-150.

PONTY, Janine, « Stan badań historycznych nad Polonią francuską » [L'état des recherches historiques sur la Polonia de France], trad. Anna Masiewicz, *Przegląd Polonijny*, n° 3, 1996, p. 65-72.

REA, Andrea et TRIPIER, Maryse, *Sociologie de l'immigration*, Paris, La Découverte, 2008, 120 p.

ŚLADKOWSKI, Wiesław, « Les recherches en Pologne sur l'immigration polonaise après la seconde guerre mondiale », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3) / *Revue du Nord*, hors-série, n° 7, 1992, coll. « Histoire », p. 7-15.

Histoire politique de la France et histoire générale de l'immigration en France

- ANGLADE, Jean, *La Vie quotidienne des immigrés en France de 1919 à nos jours*, Paris, Hachette, 1976, 224 p.
- BLANC-CHALÉARD, Marie-Claude, *Histoire de l'immigration*, Paris, La Découverte, 2001, 121 p.
- , « Les Immigrés et le logement en France depuis le XIX^e siècle. Une histoire paradoxale », dans STORA, Benjamin et TEMIME, Émile (dir.), *Immigrances. L'immigration en France au XX^e siècle*, Paris, Hachette, 2007, p. 67-96.
- BOURGEOIS, Jean, « La situation démographique », *Population*, vol. 2, n° 2, 1947, p. 329-347.
- CASEVITZ, Jean, « Le recensement du 10 mars 1946 », *L'Information géographique*, vol. 11, n° 3, 1947, p. 102-111.
- COURTOIS, Stéphane, PESCHANSKI, Denis et RAYSKI, Adam, *Le Sang de l'étranger. Les immigrés de la MOI dans la Résistance*, Paris, Fayard, 1989, 473 p.
- DALLOZ, Jacques, *La France de la Libération*, Paris, PUF, 1983, 126 p.
- DEBERLES, Kléber, *La Grande Épopée des mineurs*, Lille, *La Voix du Nord*, 1992, 237 p.
- DELMAS, Luc, *Lorraine du fer. Terre d'immigrés*, dans *Mineurs immigrés. Histoire, témoignages. XIX^e, XX^e siècles*, actes du colloque de Lens, 17 et 18 mai 2000, Montreuil, Institut d'histoire sociale minière/Éd. VO, 2000, p. 73-87.
- DUPEUX, Georges, « L'immigration en France de la fin du XVIII^e siècle à nos jours », dans Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales, *Les Migrations internationales de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, CNRS, 1980, p. 161-174.
- FAIDUTTI-RUDOLPH, Anne-Marie, « L'évolution de l'immigration en France de 1946 à 1960 », *Information géographique*, vol. 26, n° 4, 1962, p. 152-160.
- FLEURANCE, Simone, « L'émigration française à l'étranger : tendances actuelles », *Population*, vol. 3, n° 3, 1948, p. 561-563.
- FORCADE, Olivier, *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2008, 702 p.
- GEORGE, Pierre, *Les Migrations internationales*, Paris, PUF, 1976, 231 p.
- GREEN, Nancy L., « Les Juifs étrangers à Paris », dans KASPI, André et MARÈS, Antoine (dir.), *Le Paris des étrangers depuis un siècle*, actes du colloque de Paris, 14 mai 1987, Paris, Impr. nationale, 1989, p. 105-118.
- HEISCH, Robert, « L'évolution des salaires de 1949 à 1951 », *Journal de la Société statistique de Paris*, n° 93, 1952, p. 286-304.
- LACHAISE, Bernard, *Yvon Delbos. Biographie, 1885-1956*, Périgueux, Fanlac, 1993, 362 p.
- LALOUM, Jean, « L'assistance sociale auprès des populations juives parisiennes au temps de l'Occupation », dans ZYTNIKI, Colette (dir.), *Terre d'exil, terre d'asile. Migrations juives en France aux XIX^e et XX^e siècles*, actes du colloque de Paris, le 28 octobre 2009, Paris, Éclat, coll. « Bibliothèque de Fondations », 2010, p. 49-67.

- LE LIEPVRE, Thérèse et BOUSQUET, Marie-Hélène de, « Étude de 4 000 dossiers du Service social d'aide aux émigrants », dans GIRARD, Alain et STOETZEL, Jean (dir.), *Français et immigrés*, t. II, *Nouveaux documents sur l'adaptation. Algériens, Italiens, Polonais. Le Service social d'aide aux émigrants*, Paris, PUF/Ined, coll. « Travaux et documents », 1954, p. 217-276.
- MILZA, Pierre, « Un siècle d'immigration étrangère en France », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 7, 1985, p. 3-18.
- NOIRIEL, Gérard, *Le Creuset français. Histoire de l'immigration (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Le Seuil, 1988, 441 p.
- , *Population, immigration et identité nationale en France (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Hachette, 1992, 190 p.
- , *Atlas de l'immigration en France*, Paris, Autrement, 2002, 64 p.
- RIOUX, Jean-Pierre, *La France de la Quatrième République*, t. I, *L'Ardeur et la Nécessité (1944-1952)*, Paris, Le Seuil, 1980, 315 p.
- RYGIEL, Philippe, *Destins immigrés. Cher, 1920-1980. Trajectoire d'immigrés d'Europe*, Besançon, Presses universitaires franc-comtoises, 2001, 447 p.
- SCHOR, Ralph, *Français et immigrés en temps de crise (1930-1980)*, Paris, L'Harmattan, 2004, 243 p.
- SĘKOWSKI, Paweł, « Narodziny i pierwsze lata polityki imigracyjnej Francji (1945-1952) » [La naissance et les premières années de la politique d'immigration en France, 1945-1952], *Bezpieczeństwo. Teoria i Praktyka*, n° 1, 2016, p. 183-198.
- , « Activity of the international community in Europe after the Second World War within the scope of the International Refugee Organisation as a model of the aid action towards refugees », *Securitologia*, n° 1, 2017, p. 119-139.
- SPIRE, Alexis, *Étrangers à la carte. L'administration de l'immigration en France (1945-1975)*, Paris, Grasset, 2005, 402 p.
- STORA Benjamin et TEMIME, Émile (dir.), *Immigrances. L'immigration en France au XX^e siècle*, Paris, Hachette, 2007, 382 p.
- TAPINOS, Georges, *L'Immigration étrangère en France (1946-1973)*, Paris, PUF/Ined, 1975, 154 p.
- TRIPPIER, Maryse, *L'Immigration dans la classe ouvrière en France*, Paris, CIEMI/L'Harmattan, 1990, 332 p.
- VIET, Vincent, *Histoire des Français venus d'ailleurs de 1850 à nos jours*, Paris, Perrin, 2004, 375 p.
- VINCENT, Paul, « Conséquences de six années de guerre sur la population française », *Population*, vol. 1, n° 3, 1946, p. 429-440.
- WEIL Patrick, *La France et ses étrangers. L'aventure d'une politique de l'immigration de 1938 à nos jours*, Paris, Gallimard, 2^e éd., 2004, 579 p.
- , *Liberté, égalité, discriminations*, Paris, Gallimard, 2008, 234 p.
- WIEVIORKA, Annette, *Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli*, Paris, Plon, 1992, 506 p.

Relations politiques franco-polonaises

- BORODZIEJ, Włodzimierz, « Rozmowy polsko-francuskie, 1945-1947. Zapomniany epizod z historii dyplomacji » [Les négociations entre la France et la Pologne dans les années 1945-1947 : épisode oublié de l'histoire de la guerre froide], *Kwartalnik Historyczny*, vol. 93, n° 1, 1986, p. 73-109.
- GIRZYŃSKI, Zbigniew, *Polska – Francja, 1945-1950* [Pologne – France, 1945-1950], Toruń, Mado, 2005, 383 p.
- JAROSZ, Dariusz et PASZTOR, Maria, « Kolonie letnie dla dzieci polonii francuskiej w latach 1948-1955 (organizacja, przebieg, skutki) » [Les colonies de vacances pour les enfants d'émigrés polonais en France dans les années 1948-1955 (l'organisation, le déroulement, les résultats)], dans PARAFIANOWICZ, Halina (dir.), *Polska w Europie i świecie w XX stuleciu : prace ofiarowane Panu Profesorowi Marianowi Leczykowi w 75-lecie urodzin* [La Pologne en Europe et dans le monde au XX^e siècle. Travaux offerts au professeur Marian Leczyk à l'occasion de son 75^e anniversaire], Białystok, Wydział Historyczno-Socjologiczny Uniwersytetu w Białymstoku [faculté d'histoire et de sociologie de l'université de Białystok], 2001, p. 419-437 (voir aussi l'article en français : « Les colonies de vacances pour les enfants d'émigrés polonais en France : un problème épineux dans les relations polono-françaises, 1948-1955 », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 116, n° 1, 2002, p. 3-25).
- , *Conflits brûlants de la guerre froide. Les relations franco-polonaises de 1945 à 1954*, Panazol, Lavauzelle, 2005, 384 p.
- , *Stosunki polsko-francuskie, 1944-1980* [Les Relations polono-françaises, 1944-1980], Warszawa, PISM [Institut polonais des Affaires internationales], 2008, 482 p.
- KAMIŃSKI, Marek K., « Stanowisko brytyjskie wobec prób zbliżenia między rządem w Warszawie a władzami francuskimi, 1946-1947 » [L'attitude britannique envers les tentatives du rapprochement entre le gouvernement de Varsovie et les autorités françaises, 1946-1947], *Kwartalnik Historyczny*, vol. 94, n° 4, 1987, p. 95-110.
- LAFOREST, Christophe, « Arrière-pensées et illusions. Les tentatives de renouvellement de l'alliance franco-polonaise, 1945-1947 », *Revue des études slaves*, vol. 71, n° 2, 1999, p. 263-278.
- PONTY, Janine, « Dans quelle mesure la Pologne s'éloigne-t-elle de l'Europe entre 1945 et 1949 ? », dans DAVION, Isabelle, KŁOCZOWSKI, Jerzy et SOUTOU, Georges-Henri (dir.), *La Pologne et l'Europe. Du partage à l'élargissement (XVIII^e-XX^e siècles)*, actes du colloque de Paris, 14-16 octobre 2004, Paris, PUPS, 2007, p. 235-248.
- ROJEK, Wojciech, « Schyłek misji ambasadora Kajetana Dzierżykrajca-Morawskiego we Francji, grudzień 1944-lipiec 1945 » [Le déclin de la mission de l'ambassadeur Kajetan Morawski en France, décembre 1944-juillet 1945], *Teki Historyczne* (Londres), n° 20, 1993, p. 376-397.
- , « Les rapports entre le gouvernement polonais de Londres et le général de Gaulle, juin 1940-juin 1945 », dans DRWĘSKI, Bruno (dir.), *L'Impact de la seconde guerre mondiale sur les relations franco-polonaises*, Paris, Inalcol/Cahiers du Centre d'étude de l'Europe médiane, n° 11, « Studia Gallo-Polonica », 2000, p. 51-65.

- SĘKOWSKI, Paweł, « Attitude des autorités françaises envers les représentants du gouvernement polonais en exil à la veille de la guerre froide, 1944-1949 », *Annales. Centre scientifique de l'Académie polonaise des sciences à Paris*, n° 14, 2012, p. 392-404.
- , « Działalność przedstawicieli dyplomatycznych i konsularnych władz warszawskich Rzeczypospolitej Polskiej we Francji w latach 1944-1947 » [L'activité des représentants diplomatiques et consulaires des autorités varsoviennes de la république de Pologne en France dans les années 1944-1947], *Dzieje Najnowsze*, vol. 44, n° 3, 2012, p. 93-107.
- SOUTOU, Georges-Henri, « La place de la Pologne dans la politique extérieure française pendant la guerre froide », dans DAVION, Isabelle, KŁOCZOWSKI, Jerzy et SOUTOU, Georges-Henri (dir.), *La Pologne et l'Europe. Du partage à l'élargissement (XVIII^e-XX^e siècles)*, actes du colloque de Paris, 14-16 octobre 2004, Paris, PUPS, 2007, p. 249-274.
- ZAHORSKI, Witold, « Les socialistes français et la république populaire de Pologne. De la méfiance mutuelle à la fin des années 70 », *Prace Historyczne*, vol. 142, n° 4, « Polska – Francja – Europa w XX wieku. Szkice z historii Polski, Francji i stosunków polsko francuskich / Pologne, France, Europe au XX^e siècle. Esquisses de l'histoire de la Pologne, de la France et des relations polono-françaises », dir. Paweł Sekowski, 2015, p. 699-712.
- ZAKS, Zofia, « Rząd francuski wobec Polskiego Komitetu Wyzwolenia Narodowego i Rządu Tymczasowego RP, lipiec 1944-sierpień 1945 » [Le gouvernement français envers le Comité polonais de libération nationale et le gouvernement provisoire de la république de Pologne, juillet 1944-août 1945], *Polska 1944/45-1989: Studia i materiały*, n° 1, 1995, p. 63-90.

Immigration polonaise

- ALBIN, Janusz, « La communauté polonaise en France et l'État polonais entre 1920 et 1939 », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 41-55.
- ANDRZEJEWSKI, Julian, « Z działalności komunistów polskich we Francji: przyczynek do dziejów PPR we Francji » [De l'activité des communistes polonais en France : contribution à l'histoire du PPR en France], *Nowe Drogi*, n° 2, 1962, p. 39-55.
- BANASZAK, Marian, *Dar Boży dla Kościoła i Polski. Polskie Seminarium Duchowne w Paryżu, 1945-1995* [Un cadeau divin pour l'Église et pour la Pologne. Le Séminaire polonais de Paris, 1945-1995], Paris/Poznań, Papieski Wydział Teologiczny, 1995, 349 p.
- BOBIŃSKA, Celina et GALOS, Adam, « Poland: Land of Mass Emigration, ninth and twentieth Centuries », dans Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales, *Les Migrations internationales de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, CNRS, 1980, p. 467-502.

- BRZOZA, Czesław, « *Żołnierze Polskich Sił Zbrojnych w oddziałach wartowniczych przy armii amerykańskiej we Francji, 1946-1947* » [Les soldats des Forces armées polonaises dans les compagnies de sentinelles de l'armée américaine en France, 1946-1947], dans DMOWSKI, Rafał, GMITRUK, Janusz, KORNEĆ, Grażyna et WŁODARKIEWICZ, Wojciech (dir.), *Wojsko i kultura w dziejach Polski i Europy. Księga jubileuszowa profesora Piotra Matusaka w 65 rocznicę urodzin* [L'Armée et la culture dans l'histoire de la Pologne et de l'Europe. Mémoires en hommage du professeur Piotr Matusak à l'occasion de son 65^e anniversaire], Warszawa/Siedlce, MHPRL/Sprint, 2006, p. 491-504.
- BUCZEK, Roman, « *Udział Polskiej Organizacji Walki o Niepodległość (POWN) we francuskim ruchu oporu w latach 1941-1945* » [L'apport de l'Organisation polonaise de lutte pour l'indépendance (POWN) à la Résistance française dans les années 1941-1945], *Zeszyty Historyczne* (Paris), n° 38, 1976, p. 59-93.
- COOPER-RICHET, Diana, « *Les mineurs polonais dans l'histoire de la France du xx^e siècle : jalons, originalités, figures* », *Synergies Pologne. Revue du Gerflint*, numéro spécial, 2011, p. 45-55.
- DELAPERRIÈRE, Maria, « *Zygmunt Lubicz Zaleski (1882-1967), médiateur entre deux cultures* », *Synergies Pologne. Revue du Gerflint*, numéro spécial, 2011, p. 63-70.
- DUFOIX, Stéphane, *Politiques d'exil. Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945*, Paris, PUF, 2002, 320 p.
- DZWONKOWSKI, Roman, « *Przemiany polskiej parafii w północnej Francji, 1922-1972. Studium historyczno-socjologiczne parafii w Oignies* » [Les transformations d'une paroisse polonaise dans le Nord de la France, 1922-1972. Étude historique et sociologique de la paroisse d'Oignies], *Studia Polonijne*, n° 1, 1976, p. 17-83.
- , « *Status prawny Polonii Francuskiej* » [Le statut juridique de la Polonia de France], *Przegląd Zachodni*, vol. 35, n° 2, 1979, p. 112-120.
- , « *Geneza i rola przywódczej grupy społecznej w historii polskiej emigracji zarobkowej we Francji, 1920-1945* » [La genèse et le rôle du groupe social meneur dans l'histoire de l'émigration économique polonaise en France, 1920-1945], *Przegląd Polonijny*, n° 3, 1979, p. 69-82.
- , « *Przywódcza grupa społeczna w historii polskiej emigracji zarobkowej we Francji, 1920-1980* » [La question du commandement social dans l'histoire de l'émigration polonaise en France, 1920-1980], *Studia Polonijne*, n° 5, 1983, p. 67-77.
- , « *Szkolnictwo polonijne we Francji po drugiej wojnie światowej* » [L'enseignement polonais en France après la seconde guerre mondiale], *Studia Polonijne*, n° 7, 1983, p. 183-205.
- , « *La presse catholique polonaise en France dans les années 1923-1983* », dans BEAUVOIS, Daniel (dir.), *La Presse polonaise en France (1918-1984)*, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3) / *Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 4, 1988, p. 61-86.
- , « *La vie religieuse dans les milieux ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale* », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France*

- après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 17-33.
- , « Polska Misja Katolicka w Paryżu i Ambasada „Warszawska“, 1945-1947. Konflikt ideologiczny i polityczny » [La Mission catholique polonaise à Paris et l'ambassade dite « varsoviennne », 1945-1947. Un conflit idéologique et politique], dans SUDZIŃSKI, Ryszard (dir.), *Emigracja polska wobec problemów przebudowy i sowietyzacji kraju po drugiej wojnie światowej* [L'Émigration polonaise face aux problèmes de la reconstruction et de la soviétisation du pays après la seconde guerre mondiale], Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2007, p. 151-172.
- DZWONKOWSKI, Roman et ŚLADKOWSKI, Wiesław, « Polonia francuska » [La Polonia de France], dans SZYDŁOWSKA-CEGŁOWA, Barbara (dir.), *Polonia w Europie* [La Polonia en Europe], Poznań, Zakład Badań Narodowościowych PAN [Unité des recherches ethniques de l'Académie polonaise des sciences], 1992, p. 365-410.
- FALEŃCZYK, Marian, « L'Église polonaise en exil en France après la seconde guerre mondiale », dans JAKUBOSZCZAK, Agnieszka et TOLLET, Daniel (dir.), « *Toute la France est polonaise!* » *La présence polonaise en France aux XIX^e et XX^e siècles*, actes du colloque de Paris, novembre 2004, Paris/Poznań, Wydawnictwo Poznańskie, 2007, p. 255-266.
- FREY, Yves, *Polonais d'Alsace. Pratiques patronales et mineurs polonais dans le bassin potassique de Haute-Alsace, 1918-1948*, Besançon, Presses universitaires franco-comtoises, 2003, 598 p.
- FRISZKE, Andrzej, *Życie polityczne emigracji* [La Vie politique de l'émigration], Warszawa, Biblioteka *Więzi* [Bibliothèque de la revue *Więź*], 1999, 512 p.
- GARÇON, Gabriel, « Le *Młode serce* – journal de l'association de la jeunesse catholique polonaise KSMP en France, 1946-1953 », dans BEAUVOIS, Daniel (dir.), *La Presse polonaise en France (1918-1984)*, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 4, 1988, p. 193-205.
- , « Les relations entre l'Union des associations catholiques polonaises et l'Union centrale des Polonais, 1945-1949 », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 35-47.
- , « La jeunesse polonaise et les organisations catholiques polonaises en France », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 125-141.
- , *Les Catholiques polonais en France. Les années de fondation (1919-1949)*, Lille, Rayonnement culturel polonais, 2004, 499 p.
- GIRARD, Alain, « Les Polonais dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais », dans GIRARD, Alain et STOETZEL, Jean (dir.), *Français et immigrés*, t. II, *Nouveaux*

documents sur l'adaptation. Algériens, Italiens, Polonais. Le Service social d'aide aux émigrants, Paris, PUF/Ined, coll. « Travaux et documents », 1954, p. 183-214.

GIRARD, Alain et STOETZEL, Jean, *Français et immigrés*, t. I, *L'Attitude française. L'adaptation des Italiens et des Polonais*, Paris, PUF/Ined, 1953, 532 p.

GIRZYŃSKI, Zbigniew, « Inne spojrzenie na Kraj. Tygodnik „Sztandar Polski” jako próba alternatywnego prezentowania spraw polskich na emigracji we Francji w latach 1945-1946 » [Une autre vue sur le pays. L'hebdomadaire *Sztandar Polski* comme une épreuve à la représentation alternative des affaires polonaises à l'émigration en France dans les années 1945-1946], dans SUDZIŃSKI, Ryszard (dir.), *Emigracja polska wobec problemów przebudowy i sowietyzacji kraju po drugiej wojnie światowej* [L'Émigration polonaise face aux problèmes de la reconstruction et de la soviétisation du pays après la seconde guerre mondiale], Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2007, p. 173-186.

GMURCZYK-WROŃSKA, Małgorzata, *Polacy we Francji w latach 1871-1914: społeczność polska i jej podstawy materialne* [Les Polonais en France dans les années 1871-1914: la communauté polonaise et ses fondements matériels], Warszawa, Neriton, 1996, 296 p.

GOGOLEWSKI, Edmond, « La vie associative des Polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans JECHOVÁ, Hana et WŁODARCZYK, Hélène (dir.), *Les Effets de l'émigration et l'exil dans les cultures tchèque et polonaise*, actes du colloque de Paris, 5-7 décembre 1985, Paris, PUPS, 1987, p. 25-48.

—, « Le *Kupiec Polski*, organe des commerçants et artisans polonais en France, 1934-1969 », dans BEAUVOIS, Daniel (dir.), *La Presse polonaise en France (1918-1984)*, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 4, 1988, p. 115-140.

—, « Powrót do Polski robotników polskich z Francji » [Le retour en Pologne des ouvriers polonais de France], *Przegląd Polonijny*, n° 4, 1990, p. 29-47.

—, « L'enseignement élémentaire du polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 175-195.

—, *La Langue polonaise dans l'enseignement élémentaire et secondaire en France (1833-1990)*, Villeneuve d'Ascq, Centre d'étude de la culture polonaise de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1994, 340 p. (version polonaise: *Szkolnictwo polskie we Francji, 1833-1990*, trad. Stefan Kaufman et Justyna Łukaszewicz, Wrocław, Towarzystwo Przyjaciół Polonistyki Wrocławskiej, 1998, 249 p.).

—, *La Pologne et les Polonais dans la tourmente de la deuxième guerre mondiale*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 1996, 271 p.

GRONOWSKI, Ludwik, *Polacy we francuskim ruchu oporu* [Les Polonais dans la Résistance française], Warszawa, Prasa Wojskowa, 1950, 52 p.

GRUSZYŃSKI, Jan, *La Communauté polonaise en France de 1919 à 1975. Problèmes de l'intégration de trois générations*, thèse de doctorat en sociologie, sous la dir. d'Alain

- Girard, université Paris V-Descartes, 1977, 559 p. (version polonaise imprimée: *Spoleczność polska we Francji (1918-1978). Problemy integracyjne trzech pokoleń*, Warszawa, PWN, 1981, 316 p.).
- , « Integracja religijna Polaków we Francji » [L'intégration religieuse des Polonais en France], *Studia Polonijne*, n° 4, 1981, p. 160-176.
- HABIELSKI, Rafał, *Życie społeczne i kulturalne emigracji* [La Vie sociale et culturelle de l'émigration], Warszawa, Biblioteka *Więzi* [Bibliothèque de la revue *Więź*], 1999, 408 p.
- HŁADKIEWICZ, Wiesław, « La jeunesse polonaise en France dans le courant des orientations politiques et des influences de l'enseignement de 1944 à 1948 », dans GOGOLEWSKI Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 193-202.
- L'HÔPITALIER, capitaine, *Dzieje Armii Polskiej we Francji, 1939-1945* [L'Armée polonaise en France, 1939-1945], Paris, Montbrun, 1950, 225 p. (ouvrage bilingue en polonais et en français).
- JANOWSKA, Halina, *Polska emigracja zarobkowa we Francji, 1919-1939* [L'Émigration économique polonaise en France, 1919-1939], Warszawa, Książka i Wiedza, 1964, 320 p.
- , « Dwie reemigracje Polaków z Francji » [Les deux rapatriements des Polonais de France], *Problemy Polonii Zagranicznej*, n° 4, 1964-1965, p. 7-26.
- , « An Introductory Outline of the Mass Polish Emigrations, their Directions and Problems, 1870-1945 », dans BOBIŃSKA, Celina et PILCH, Andrzej (dir.), *Employment-seeking Emigrations of the Poles Worldwide, XIX and XX c.*, trad. Danuta E. Żukowska, Warszawa/Kraków, PWN, 1975, p. 121-143.
- , « Polscy imigranci w Lotaryngii, 1919-1939 » [Les immigrés polonais en Lorraine, 1919-1939], *Przegląd Polonijny*, n° 3, 1996, p. 73-82.
- JAROS, Stanisław, « Reemigracja Polaków z Francji w latach 1946-1948 » [Le rapatriement des Polonais de France dans les années 1946-1948], *Problemy Polonii Zagranicznej*, n° 6-7, 1971, p. 61-95.
- JERECZEK, Jean-Pierre, « Rôle du syndicalisme dans l'intégration des ouvriers polonais », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 223-231.
- JUCHNIEWICZ, Mieczysław, *Polacy w europejskim ruchu oporu, 1939-1945* [Les Polonais dans la Résistance en Europe, 1939-1945], Warszawa, Interpress, 1972, 178 p.
- JUIF, Catherine, *Les Polonais de Saône-et-Loire. Intégration sociale, assimilation (1939-1980)*, thèse de doctorat en histoire, sous la dir. d'Yves Lequin, université Lumière-Lyon II, 1994, 555 p., cote BnF: microfiche M-33000.

- KALINOWSKI, Piotr, *Au service de la Pologne et de la France. L'émigration polonaise en France, 1939-1945*, trad. Michel Lisowski, Paris, Société historique et littéraire polonaise, 2^e éd., 1995, 63 p. (version polonaise : *Emigracja polska we Francji w służbie Polski i Francji, 1939-1945*, Paris, Księgarnia Polska [Librairie polonaise], 1970, 71 p.).
- KERSTEN, Krystyna, *Repatriacja ludności polskiej po II wojnie światowej: studium historyczne* [Le Rapatriement de la population polonaise après la seconde guerre mondiale : une étude historique], Wrocław/Warszawa/Kraków/Gdańsk, Ossolineum, 1974, 279 p.
- KLECHTA, Jerzy, *Najstarsza w świecie: Polska Misja Katolicka we Francji, 1836-2006* [La Plus Vieille au monde. La Mission catholique polonaise en France, 1836-2006], Paris, Polska Misja Katolicka we Francji [Mission catholique polonaise en France], 2006 (2^e éd.), 272 p.
- KMIECIAK, Jacques, « La protection des Polonais en zone interdite », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 77-91.
- KOPKA, Bogusław et TARCZYŃSKI, Jan (dir.), *Błękitna Armia i jej dowódca gen. Józef Haller* [L'Armée bleue et son commandant le gén. Józef Haller], actes du colloque de Varsovie, 4 et 5 octobre 2017, Warszawa, Wojskowe Centrum Edukacji Obywatelskiej im. płk. dypl. Mariana Porwita, 2017, 263 p.
- KOSTRUBIEC, Benjamin, « Évolution de la structure de la population active polonaise du Nord/Pas-de-Calais. Étude par zone d'emploi », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 221-236.
- LAURENT, Maryla, « L'abandon de la polonité, un acte volontaire ou une attitude induite ? », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 115-137.
- LERSKI, Jerzy, « Polacy z „Nordu” » [Les Polonais du Nord], *Kultura* (Paris), n° 1, 1949, p. 14-31.
- ŁAPTOS, Józef, *Humanitaryzm i polityka. Pomoc UNRRA dla Polski i polskich uchodźców w latach 1944-1947* [L'Humanitarisme et la politique. L'aide de l'UNRRA pour la Pologne et les réfugiés polonais dans les années 1944-1947], Kraków, Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Pedagogicznego w Krakowie [Presses de l'Université Pédagogique de Cracovie], 2018, 511 p.
- , « Polityczne implikacje działalności humanitarnej UNRRA wobec środkowoeuropejskich “displaced persons”, 1945-1947 » [Les implications politiques de l'activité humanitaire de l'UNRRA envers les personnes déplacées de l'Europe centrale], *Prace Komisji Środkowoeuropejskiej*, vol. 5, 1997, p. 141-159.

- , « La situation et le rôle de l'émigration polonaise en France à l'époque de la guerre froide, 1944-1956 », dans MICHEL, Bernard et ŁAPTOS, Józef (dir.), *Les Relations entre la France et la Pologne au XX^e siècle*, actes du colloque de Paris, 30 et 31 mars 2001, Kraków, Eventus, 2002, p. 181-204.
- , « La "Kultura" dite parisienne et l'émigration polonaise en France », dans JAKUBOSZCZAK, Agnieszka et TOLLET, Daniel (dir.), « Toute la France est polonaise ! » La présence polonaise en France aux XIX^e et XX^e siècles, actes du colloque de Paris, novembre 2004, Paris/Poznań, Wydawnictwo Poznańskie, 2007, p. 241-253.
- , « UNRRA, IRO i władze francuskie wobec zjawiska przeobrażania się polskich dipisów w uchodźców politycznych (1944-1950) » [L'UNRRA, l'OIR et les autorités françaises envers le phénomène de la transformation des déplacés polonais en réfugiés politiques, 1944-1950], *Prace Historyczne*, vol. 142, n° 4, « Polska – Francja – Europa w XX wieku. Szkice z historii Polski, Francji i stosunków polsko francuskich / Pologne, France, Europe au XX^e siècle. Esquisses de l'histoire de la Pologne, de la France et des relations polono-françaises », dir. Paweł Sekowski, 2015, p. 683-697.
- ŁEPKOWSKI, Tadeusz, *Wolna szkoła polska w okupowanej Francji. Historia Gimnazjum i Liceum im. Cypriana Norwida w Villard-de-Lans, 1940-1946* [Une école libre polonaise en France occupée. L'histoire du gymnase et lycée polonais Cyprien-Norwid à Villard-de-Lans, 1940-1946], Warszawa, PWN, 1990, 321 p.
- ŁUCZAK, Czesław, « Deportations of Polish Manpower to Hitler's Reich, 1939-1945 », dans BOBIŃSKA, Celina et PILCH, Andrzej (dir.), *Employment-seeking Emigrations of the Poles Worldwide, XIX and XX c.*, trad. Danuta E. Żukowska, Warszawa/Kraków, PWN, 1975, p. 177-194.
- , « Przemieszczenia ludności z Polski podczas drugiej wojny światowej » [*Les déplacements de population de Pologne pendant la deuxième guerre mondiale*], dans PILCH, Andrzej (dir.), *Emigracja z ziem polskich w czasach nowożytnych i najnowszych, XVIII-XX w.* [L'Émigration du sol polonais aux temps modernes et contemporains, XVIII^e-XX^e siècles], Warszawa, PWN, 1984, p. 451-483.
- , *Polacy w okupowanych Niemczech, 1945-1949* [Les Polonais en Allemagne occupée, 1945-1949], Poznań, Pracownia Serwisu Oprogramowania, 1993, 261 p.
- ŁUKASIEWICZ, Sławomir, « Jerzy Jankowski et les fédéralistes polonais en France », dans MARÈS, Antoine, PRAŻUCH, Wojciech et KAWKA, Inga (dir.), *Les Exilés polonais en France et la réorganisation pacifique de l'Europe (1940-1989)*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 2017, p. 119-145.
- MAJ, Kazimiera, *Polscy komuniści we Francji, 1919-1946* [Les Communistes polonais en France, 1919-1946], Warszawa, Książka i Wiedza, 1971, 345 p.
- MARKIEWICZ, Władysław, *Przeobrażenia świadomości narodowej reemigrantów polskich z Francji* [Les Modifications de la conscience nationale chez les rapatriés polonais de France], Poznań, Wydawnictwo Poznańskie, 1960, 252 p.
- MICHEL, Joël, « La seconde guerre mondiale et l'évolution de la communauté polonaise du Nord de la France », *Revue du Nord*, vol. 57, n° 226, « La libération du Nord et du Pas-de-Calais, 1944-1947. La communauté polonaise [du Nord de la France]

- et la seconde guerre mondiale », actes du colloque de Lille, 2 et 3 novembre 1974, juillet-septembre 1975, p. 403-420 (version polonaise : « II wojna światowa a przemiany społeczności polskiego pochodzenia zamieszkanej na terytorium północnej Francji », dans KUBIAK, Hieronim et PILCH, Andrzej [dir.], *Stan i potrzeby badań nad zbiorowościami polonijnymi* [L'État des connaissances et besoins de la recherche sur les communautés polonaises à l'étranger], actes du colloque de Cracovie, 30 août-5 septembre 1975, Wrocław/Warszawa/Kraków/Gdańsk, Ossolineum-PAN, 1976, p. 578-597).
- MIHOUT, Mylène, « L'engagement syndical, frein ou moteur à l'intégration de l'immigration ouvrière polonaise en France? », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 233-257.
- NISIOBĘCKA, Aneta, *Reemigracja Polaków z Francji oraz ich adaptacja w Polsce Ludowej w latach 1945-1950* [Le Rapatriement des Polonais de France et leur adaptation en Pologne populaire dans les années 1945-1950], thèse de doctorat en sciences politiques, sous la dir. de Maria Pasztor, université de Varsovie, 2015, 385 p.
- NOSSOWSKA, Małgorzata, *O Francuzce, która pokochała Polskę: Rosa Bailly i stowarzyszenie Les Amis de la Pologne* [À propos une Française qui est tombée amoureuse de la Pologne : Rosa Bailly et l'association Les Amis de la Pologne], Lublin, Wydawnictwo UMCS [Presses universitaires de l'université Marie - Curie-Skłodowska de Lublin], 2012, 452 p.
- NOWAKOWSKA-WIERZCHOŚ, Anna, « „Praca polityczna” Polskiej Partii Robotniczej – oddział we Francji w środowisku polskich emigrantek w 1946 r. » [Le « travail politique » de la section française du Parti ouvrier polonais parmi les femmes immigrées polonaises en 1946], *Teki Archiwalne*, n° 11, 2011, p. 301-319.
- , « *Konopniczanki* » – *Związek Kobiet Polskich we Francji im. Marii Konopnickiej w latach 1944-1950* [« Konopniczanki ». L'Union de femmes polonaises en France « Maria Konopnicka » dans les années 1944-1950], thèse de doctorat en histoire, sous la dir. de Małgorzata Gmurczyk-Wrońska, Institut d'histoire de l'Académie polonaise des sciences, Varsovie, 2014, 254 p.
- NOWAKOWSKI, Stefan, « Przeobrażenia społeczne i adaptacja reemigrantów w Polsce » [Les transformations sociales et l'adaptation des rapatriés en Pologne], *Mysł Współczesna*, n° 7, 1950, p. 62-86.
- PACHOWICZ, Anna, *Towarzystwo Opieki nad Polakami we Francji, 1941-1944* [Groupement d'assistance aux Polonais en France, 1941-1944], Toruń, Oficyna Wydawnicza Kucharski, 2013, 493 p.
- PACZKOWSKI, Andrzej, *Prasa i społeczność polska we Francji, 1920-1940* [La Presse et la population polonaise en France, 1920-1940], Wrocław/Warszawa/Kraków, Ossolineum/Komitet Badania Polonii PAN [Bibliothèque sur les Polonais de l'étranger. Comité des recherches sur les Polonais de l'étranger de l'Académie polonaise des sciences], 1979, 243 p. (version française raccourcie : « La Presse des

émigrés polonais en France, 1920-1940 », *Revue du Nord*, vol. 60, n° 236, janvier-mars 1978, p. 151-162).

PETERSEN, Nicolas, « Emigracja polska we Francji » [L'Émigration polonaise en France], *Kultura* (Paris), n° 1-2, 1971, p. 151-164.

PIECZYŃSKI, Przemysław, « Les voyages de la jeunesse d'origine polonaise de France en Pologne dans les années 1945-1991 », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 217-222.

POIGNANT, Raymond, « Étude sur l'assimilation de l'immigration polonaise dans le Pas-de-Calais », *Population*, vol. 4, n° 1, 1949, p. 157-162.

PONTY, Janine, « Społeczność polska w Sallaumines (Pas-de-Calais, Francja) w latach 1922-1946: studium demograficzne » [La communauté polonaise à Sallaumines (Pas-de-Calais, France) dans les années 1922-1946: étude démographique], *Polska klasa robotnicza: studia historyczne* [La Classe ouvrière polonaise. Études historiques], t. VIII, 1978, p. 361-395.

—, « Une intégration difficile : les Polonais en France dans le premier vingtième siècle », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 7, 1985, p. 51-58.

—, « Le problème des naturalisations », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3) / *Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 99-113.

—, « Conclusions », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3) / *Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 237-238.

—, *Les Polonais du Nord ou la Mémoire des corons*, Paris, Autrement, 1995, 128 p.

—, « Les rapatriements d'ouvriers polonais, 1945-1948 », dans DRWĘSKI, Bruno (dir.), *L'Impact de la seconde guerre mondiale sur les relations franco-polonaises*, Paris, Inalco / *Cahiers du Centre d'étude de l'Europe médiane*, n° 11, « Studia Gallo-Polonica », 2000, p. 125-137.

—, « Un enjeu des relations franco-polonaises : l'immigration collective et le retour en Pologne, 1919-1948 », dans MICHEL, Bernard et ŁAPTOS, Józef (dir.), *Les Relations entre la France et la Pologne au XX^e siècle*, actes du colloque de Paris, 30 et 31 mars 2001, Kraków, Eventus, 2002, p. 95-105.

—, « Dépasser les stéréotypes : au sujet de l'immigration polonaise en France », dans DELAPERRIÈRE, Maria, DOBERSZYC, Joanna et DRWĘSKI, Bruno (dir.), *La France et la Pologne au-delà des stéréotypes*, actes du colloque de Paris, 6 décembre 2002, Paris, Centre d'étude de l'Europe médiane/Institut d'études slaves, 2004, p. 27-36.

—, *Polonais méconnus. Histoire des travailleurs immigrés en France dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2005 (3^e éd.), 474 p.

- , *Les Polonais en France de Louis XV à nos jours*, Paris, Le Rocher, 2008, 204 p.
- PUDŁO, Kazimierz, « La réadaptation en Pologne des Polonais de France après la deuxième guerre mondiale », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 203-216.
- ROLBIECKI, Waldemar, « Polska Stacja Naukowa w Paryżu w latach 1939-1978 » [Le Centre scientifique polonais de Paris dans les années 1939-1978], dans REDEROWA, Danuta, JACZEWSKI, Bohdan et ROLBIECKI, Waldemar, *Polska Stacja Naukowa w Paryżu w latach 1893-1978* [Le Centre scientifique polonais de Paris dans les années 1893-1978], Wrocław, Ossolineum, coll. « Monografie z dziejów nauki i techniki » [Monographies de l'histoire de la science et de la technique], 1982, p. 193-321.
- SALMON-SIAMA, Monika, « Chemins du destin de Wacław Jan Godlewski (1906-1996), messager du peuple franco-polonais », *Synergies Pologne. Revue du Gerflint*, numéro spécial, 2011, p. 71-80.
- SĘKOWSKI, Paweł, « Les Polonais d'Alsace et de Lorraine à travers la seconde guerre mondiale », dans LEMMES, Fabian, GROSSMANN, Johannes, WILLIAMS, Nicholas J., FORCADE, Olivier et HUDEMANN, Rainer (dir.), *Evakuierungen im Europa der Weltkriege – Les Évacuations dans l'Europe des guerres mondiales – Evacuations in World War Europe*, Berlin, Metropol, 2014, p. 189-205.
- , « Francja wobec polskich uchodźców wojennych i dipisów w pierwszych latach po drugiej wojnie światowej » [La France et les réfugiés et déplacés polonais dans l'immédiat après-guerre], *Dzieje Najnowsze*, vol. 46, n° 2, 2014, p. 71-83.
- , « Les Polonais dans la Résistance communiste en France », *Prace Historyczne*, vol. 142, n° 4, « Polska – Francja – Europa w xx wieku. Szkice z historii Polski, Francji i stosunków polsko francuskich / Pologne, France, Europe au xx^e siècle. Esquisses de l'histoire de la Pologne, de la France et des relations polono-françaises », dir. Paweł Sekowski, 2015, p. 671-682.
- SIKORA, Jan, *Ewolucja Polonii francuskiej. Obserwacje – hipotezy – refleksje* [L'Évolution de la Polonia de France. Observations – hypothèses – réflexions], Lublin, Polonia, 1988, 218 p.
- SIWIK, Anna, *Polska Partia Socjalistyczna na emigracji w latach 1945-1956* [Le Parti socialiste polonais en exil dans les années 1945-1956], Kraków, Księgarnia Akademicka, 1998, 260 p.
- , « Les socialistes polonais en France et l'idée de l'Europe », dans MARÈS, Antoine, PRAŻUCH, Wojciech et KAWKA, Inga (dir.), *Les Exilés polonais en France et la réorganisation pacifique de l'Europe (1940-1989)*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 2017, p. 79-88.
- SKOWRONEK, Jerzy, *Cmentarz polski w Montmorency* [Le Cimetière polonais de Montmorency], éd. Alicja Bochenek, Marek Cichowski et Krzysztof Filipow, Warszawa, PIW, 1986, 303 p.

- SZCZERBIŃSKI, Marek et ZDANEWICZ, Krzysztof, « Les problèmes de l'émigration polonaise en France à travers la presse polonaise, entre 1944 et 1949 », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 139-158.
- SZULC, Joanna, *De l'émigration à la réémigration. Le retour des Polonais au pays de 1945 au début de la guerre froide*, thèse de doctorat en histoire, sous la dir. d'Olivier Dard, université de Lorraine, Metz, 2012, 494 p.
- SZULKIN, Michał, « Paryska „Niepodległość”, organ wychodźstwa polskiego we Francji, 1944-1945 » [*L'indépendance parisienne*, l'organe de presse de l'émigration polonaise en France, 1944-1945], *Rocznik Historii Czasopiśmiennictwa Polskiego*, vol. 14, n° 1, 1974, p. 73-84.
- ŚLADKOWSKI, Wiesław, *Emigracja polska we Francji, 1871-1918* [L'Émigration polonaise en France, 1871-1918], Lublin, Wydawnictwo Lubelskie, 1980, 373 p.
- , *Polacy we Francji* [Les Polonais en France], Lublin, Polonia, 1985, 224 p.
- , « Szkolnictwo polskiego nad Sekwaną wzloty i upadki » [Le développement et l'effondrement de l'enseignement polonais sur Seine], dans KOPRUKOWNIAK, Albin (dir.), *Szkolnictwo polonijne na świecie. Zarys syntezy* [L'Enseignement polonais dans le monde. Un essai de synthèse], Lublin, Wydawnictwo UMCS [Presses universitaires de l'université Marie - Curie-Skłodowska de Lublin], 1995, p. 150-173.
- TURAJCZYK, Leon, « Polonijne organizacje społeczno-polityczne we Francji i ich postawa wobec powrotu emigracji zarobkowej do kraju, 1945-1948 » [Les Organisations sociales et politiques polonaises en France et leur attitude envers le retour de l'émigration économique au pays, 1945-1948], *Materiały i Studia z najnowszej historii Polski*, n° 3, 1967, p. 45-62.
- , *Spółeczno-polityczne organizacje polskie we Francji, 1944-1948* [Les Organisations sociales et politiques polonaises en France, 1944-1948], Warszawa, Książka i Wiedza, 1978, 391 p.
- VALENTIN-STĄCZEK, Ewa, *Les Villardiens. Biographies. La création et vie du lycée polonais à Villard-de-Lans (1940-1946)*, trad. Marie-Irène Malewiak et Barbara Pawłowska, Wrocław, E. Valentin-Stączek, 2007, 565 p. (version polonaise: *Villardczycy: życiorysy. Powstanie i funkcjonowanie polskiego Liceum w Villard de Lans, 1940-1946*, Wrocław, Amia, 2003, 511 p.).
- VERU, Estelle, *L'Émigration polonaise à l'épreuve de la guerre froide (1944-1949)*, mémoire de maîtrise en histoire, Marie-Claude Blanc-Chaléard et Annie Fourcaut (dir.), université Paris I - Panthéon-Sorbonne, 2004, 239 p.
- WOLTMANN, Bernard, « Le sport dans les milieux ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 211-220.

- WRÓBEL, Janusz, « Działania Ministerstwa Bezpieczeństwa Publicznego przeciwko repatriantom z Zachodu w latach 1945-1953 » [Les activités du ministère de la Sécurité publique contre les personnes rapatriées de l'Ouest dans les années 1945-1953], dans TERLECKI, Ryszard (dir.), *Aparat bezpieczeństwa wobec emigracji politycznej i Polonii* [L'Appareil de sécurité envers l'émigration politique et la Polonia], Warszawa, IPN [Institut de la mémoire nationale], 2005, p. 185-240.
- ZAMOJSKI, Jan E., « La participation des Polonais à la Résistance dans le Pas-de-Calais et le Nord, 1940-1944 », *Revue du Nord*, vol. 57, n° 226, « La libération du Nord et du Pas-de-Calais, 1944-1947. La communauté polonaise [du Nord de la France] et la seconde guerre mondiale », actes du colloque de Lille, 2 et 3 novembre 1974, juillet-septembre 1975, p. 435-459.
- , *Polacy w ruchu oporu we Francji, 1940-1945* [Les Polonais dans la Résistance en France, 1940-1945], Wrocław, Ossolineum, 1975, 415 p.
- , « La présence polonaise en France dans les années de la seconde guerre mondiale », dans MICHEL, Bernard et ŁAPTOS, Józef (dir.), *Les Relations entre la France et la Pologne au XX^e siècle*, actes du colloque de Paris, 30 et 31 mars 2001, Kraków, Eventus, 2002, p. 128-158.
- ZBYSZEWSKI, Waclaw A., « Polonia francuska » [La Polonia de France], *Kultura* (Paris), n° 11, 1950, p. 109-117.
- ZGÓRNIAK, Marian, « La Résistance polonaise en France sous l'occupation hitlérienne, 1940-1944 », *Revue du Nord*, vol. 57, n° 226, « La libération du Nord et du Pas-de-Calais, 1944-1947. La communauté polonaise [du Nord de la France] et la seconde guerre mondiale », actes du colloque de Lille, 2 et 3 novembre 1974, juillet-septembre 1975, p. 461-474.
- ZIELIŃSKI, Henryk, « Le gouvernement polonais et le problème de l'émigration polonaise en France, 1944-1947 », *Revue du Nord*, vol. 57, n° 226, « La libération du Nord et du Pas-de-Calais, 1944-1947. La communauté polonaise [du Nord de la France] et la seconde guerre mondiale », actes du colloque de Lille, 2 et 3 novembre 1974, juillet-septembre 1975, p. 421-428 (version polonaise : « Rząd polski a problemy emigracji polskiej we Francji, 1944-1947 », *Przegląd Polonijny*, n° 2, 1975, p. 85-93).
- ŻARYN, Jan, « Stronictwo Narodowe na emigracji, 1945-1955. Zarys działalności » [Le Parti national polonais à l'émigration, 1945-1955. Une esquisse sur son activité], dans FRISZKE, Andrzej (dir.), *Warszawa nad Tamizą: Z dziejów polskiej emigracji politycznej po drugiej wojnie światowej* [Varsovie sur la Tamise. De l'histoire de l'émigration politique polonaise après la seconde guerre mondiale], Warszawa, ISP PAN [Institut d'études politiques de l'Académie polonaise des sciences], 1994, p. 61-92.

TABLE DES TABLEAUX

| | |
|---|-----|
| Tableau 1. Les départements comprenant le plus grand nombre d'étrangers et les nationalités dominantes, selon le recensement général de la population de 1946 ... | 57 |
| Tableau 2. Les départements comptant le plus d'étrangers, selon les renseignements du ministère de l'Intérieur au 31 décembre 1948..... | 57 |
| Tableau 3. La répartition de la main-d'œuvre dans les mines de houille et de lignite pour le 1 ^{er} trimestre 1946, selon le ministère de la Production industrielle .. | 57 |
| Tableau 4. Départements comptant le plus grand nombre de ressortissants polonais .. | 62 |
| Tableau 5. Répartition par sexe des principales populations étrangères en France, selon le recensement général de la population de 1946 | 63 |
| Tableau 6. Répartition par sexe de la population polonaise dans les départements comptant le plus grand nombre de ressortissants polonais, selon le recensement général de la population de 1946..... | 64 |
| Tableau 7. Les Polonais sur le territoire français suivant l'année de leur entrée en France, selon le recensement des étrangers de 1945..... | 65 |
| Tableau 8. Répartition professionnelle de la population active polonaise dans la région Nord-Pas-de-Calais, selon le recensement général de la population de 1946..... | 77 |
| Tableau 9. Les Polonais dans les mines de houille et de lignite à la date du 31 mars 1946, selon le ministère de la Production industrielle..... | 90 |
| Tableau 10. L'acquisition de la nationalité française par les Polonais et par l'ensemble des étrangers..... | 151 |
| Tableau 11. Les mariages mixtes entre Français et Polonais dans l'immédiat après-guerre, d'après les statistiques du mouvement de la population de l'Insee.... | 156 |
| Tableau 12. Le réseau consulaire polonais en France au 19 mai 1945 | 172 |
| Tableau 13. Les postes de rassemblement (<i>stacje zborne</i>) et des camps de rassemblement (<i>obozy zborne</i>) des engagés volontaires de France et de Belgique pour des Forces armées polonaises | 209 |
| Tableau 14. Les lieux d'hébergement des Polonais désirant entrer au sein des bataillons polonais relevant du gouvernement provisoire de la république de Pologne à Lublin (à partir du 1 ^{er} février 1945 : à Varsovie), au 23 janvier 1945 | 216 |
| Tableau 15. La démobilisation en Grande-Bretagne des engagés volontaires de l'armée de terre des Forces armées polonaises de l'Ouest issus de l'immigration polonaise en France en 1946..... | 224 |

| | |
|---|-----|
| Tableau 16. Statistiques de l'enseignement primaire polonais et des maternelles polonaises, dits indépendants en France | 262 |
| Tableau 17. Les cours polonais en France durant l'année scolaire 1945-1946 | 264 |
| Tableau 18. Les cours polonais en France durant l'année scolaire 1947-1948 | 268 |
| Tableau 19. Évolution de la situation de l'Union centrale des Polonais en France dans l'immédiat après-guerre | 317 |
| Tableau I. Populations française et étrangère en France selon le département de domicile, d'après le recensement général de la population de 1946 | 373 |
| Tableau II. Polonais en France au premier semestre de 1946, selon les renseignements de la direction générale de la Sûreté nationale et la direction des Renseignements généraux..... | 376 |
| Tableau III. Répartition des allocataires des aides de la section française de la Croix-Rouge polonaise, au 1 ^{er} mars 1945 | 378 |
| Tableau IV. Les enfants polonais dans des écoles primaires publiques en France, selon les statistiques fournies par Georges Mauco..... | 378 |

TABLE DES CARTES

| | |
|---|-----|
| Carte 1. Le peuplement de la France au lendemain de la seconde guerre mondiale, selon la population présente par département, d'après le recensement général du 10 mars 1946..... | 56 |
| Carte 2. La répartition des Polonais en France par département, selon le recensement général de la population de 1946..... | 70 |
| Carte 3. Le réseau consulaire de Pologne au mois de mai 1945..... | 174 |

ABRÉVIATIONS

| | |
|---------|--|
| A MSZ | Archiwum Ministerstwa Spraw Zagranicznych RP, Warszawa (Archives du ministère des Affaires étrangères de Pologne, Varsovie) |
| A PPP | Archives de la préfecture de police de Paris |
| AAN | Archives des actes nouveaux, Varsovie (Archiwum Akt Nowych) |
| AD Nord | Archives départementales du Nord, Lille |
| AITPF | Association des ingénieurs et techniciens polonais en France |
| AN | Archives nationales de France, Pierrefitte-sur-Seine |
| ANMT | Archives nationales du monde du travail, Roubaix |
| BAP | Bureau d'administration des Polonais |
| BI | Brigade(s) internationale(s) |
| BnF | Bibliothèque nationale de France |
| BPP | Bibliothèque polonaise de Paris |
| CAD | Centre des archives diplomatiques, La Courneuve |
| CADI | Comité d'action et de défense des immigrés |
| CAEF | Centre des archives économiques et financières, Savigny-le-Temple |
| CCHF | Comité central des Houillères de France |
| CFTC | Confédération française de travailleurs chrétiens |
| CGT | Confédération générale du travail |
| CGT-FO | Confédération générale du travail – Force ouvrière |
| CGTU | Confédération générale du travail unitaire |
| CKS | Centralny Komitet Studiów (Comité central des études) |
| CKW | Centralny Komitet Walki (Comité central de lutte) |
| CNPF | Conseil national des Polonais de France (Rada Narodowa Polaków we Francji) |
| CNR | Conseil national de la Résistance |
| CPF | Congrès de la Polonia de France |
| CPLN | Comité polonais de libération nationale en France (Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego we Francji) / Comité polonais de libération nationale (Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego) |
| CRP | Croix-Rouge polonaise |
| CUDEF | Comité uni de défense des Juifs |
| CVR | Combattant volontaire de la Résistance |
| FEP | Federacja Emigrantów Polskich (Fédération des émigrés polonais en France) |
| FFI | Forces françaises de l'intérieur |
| FO | Force ouvrière |

| | |
|----------|---|
| FPZOO | Federacja Polskich Związków Obrońców Ojczyzny (Fédération des unions des anciens combattants polonais en France) |
| FREP | Federacja Robotników i Emigrantów Polskich (Fédération des ouvriers et émigrés polonais en France) |
| FRP | Federacja Robotników Polskich (Fédération des ouvriers polonais en France) |
| FSJF | Fédération des sociétés juives de France |
| FTPF | Francs-tireurs et partisans français |
| FTP-MOI | Franc-tireurs et partisans – main-d’œuvre immigrée |
| GAPF | Groupement d’assistance aux Polonais en France |
| GIP | Groupement d’infanterie polonaise |
| GPRF | Gouvernement provisoire de la République française |
| GPUN | Gouvernement provisoire d’unité nationale |
| GUS | Główny Urząd Statystyczny (Office central de statistiques) |
| HBNPC | Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais |
| Ined | Institut national d’études démographiques |
| Insee | Institut national de la statistique et des études économiques |
| KTM | Komitet Towarzystw Miejsowych (Comité des associations locales) |
| MAE | ministère des Affaires étrangères |
| MOE | Main-d’œuvre émigrée |
| MOI | Main-d’œuvre immigrée |
| MPiOS | Ministerstwo Pracy i Opieki Społecznej (ministère du Travail et de la Protection sociale) |
| MPP | Milice patriotique polonaise |
| MSZ | Ministerstwo Spraw Zagranicznych (ministère des Affaires étrangères) |
| NiD | « Niepodległość i Demokracja » (« Indépendance et démocratie ») |
| OIR | Organisation internationale pour les réfugiés |
| OPO | Organizacja Pomocy Ojczyźnie (Organisation d’aide à la patrie) |
| PAN | Polska Akademia Nauk (Académie polonaise des sciences) |
| PAU | Polska Akademia Umiejętności (Académie polonaise des arts et sciences) |
| PCF | Parti communiste français |
| PDR | Prisonniers, déportés et réfugiés |
| PISM | Polish Institute and Sikorski Museum |
| PKO S.A. | Polska Kasa Opieki S.A. (Caisse polonaise d’assistance SA) |
| PMK | Polska Misja Katolicka we Francji (Mission catholique polonaise en France) |
| POSK | Polski Ośrodek Społeczno-Kulturalny (Polish Social and Cultural Association) |
| POWN | Polska Organizacja Walki o Niepodległość (Organisation polonaise de lutte pour l’indépendance) |
| PPR | Polska Partia Robotnicza (Parti ouvrier polonais) |
| PPS | Polska Partia Socjalistyczna (Parti socialiste polonais) |
| PPS-WRN | Polska Partia Socjalistyczna – Wolność – Równość – Niepodległość (Parti socialiste polonais – Liberté – Égalité – Indépendance) |

| | |
|-------|--|
| PSL | Polskie Stronnictwo Ludowe (Parti paysan polonais) |
| PTPK | Polskie Towarzystwo Przyjaciół Książki w Paryżu (Société polonaise des amis du livre à Paris / Société des bibliophiles polonais de Paris) |
| PUR | Państwowy Urząd Repatriacyjny (Office national du rapatriement) |
| PWML | Polska Wojskowa Misja Likwidacyjna (Mission militaire polonaise de liquidation) |
| PZPN | Polski Związek Piłki Nożnej we Francji (Association polonaise de football en France) |
| RSFP | Relief Society for Poles |
| SFIO | Section française de l'internationale ouvrière |
| SHAEF | Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force |
| SHLP | Société historique et littéraire polonaise |
| SL | Stronnictwo Ludowe (Parti paysan) |
| SPK | Samopomoc byłych Kombatantów Polskich we Francji, puis Stowarzyszenie Polskich Kombatantów (Association d'entraide des anciens combattants polonais en France) |
| SPP | Studium Polski Podziemnej (Polish Underground Movement Study Trust) |
| SSAE | Service social d'aide aux émigrants |
| SSP | Société de secours aux Polonais |
| SUP | Sorbonne Université Presses |
| TUR | Towarzystwo Uniwersytetu Robotniczego (Association de l'université ouvrière des émigrés polonais en France) |
| UACP | Union des Associations catholiques polonaises en France (Polskie Zjednoczenie Katolickie we Francji) |
| UCPF | Union centrale des Polonais en France (Centralny Związek Polaków we Francji) |
| UJ | Université Jagellonne (Uniwersytet Jagielloński) |
| UNRRA | United Nations Relief and Rehabilitation Administration |
| YMCA | Young Men's Christian Association |
| ZHP | Związek Harcerstwa Polskiego we Francji (Union des éclaireurs polonais en France) |
| ZNP | Związek Nauczycielstwa Polskiego we Francji (Union des instituteurs polonais en France) |
| ZORR | Związek Osadników i Robotników Rolnych (Union des colons et ouvriers agricoles) |
| ZRP | Związek Robotników Polskich we Francji (Société des ouvriers polonais en France) |
| ZUPRO | Związek Uczestników Polskiego Ruchu Oporu we Francji (Association des résistants combattants polonais en France) |
| ZUS | Zakład Ubezpieczeń Społecznych (Office national des assurances sociales) |

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|----|
| Remerciements..... | 9 |
| Note de l'auteur..... | 11 |
| Préface de Józef Łaptos..... | 13 |
| Introduction | 17 |
| Objet de la recherche..... | 19 |
| Présentation du corps des sources..... | 21 |
| Les archives..... | 21 |
| La littérature scientifique..... | 22 |
| Construction du livre..... | 28 |
| PROLOGUE. Les antécédents et le contexte de la présence étrangère en France au lendemain de la seconde guerre mondiale..... | 29 |
| La genèse: la communauté polonaise en France avant 1945..... | 29 |
| Les débuts de l'immigration polonaise en France..... | 29 |
| La grande vague de l'immigration polonaise: les travailleurs arrivés dans l'entre-deux-guerres..... | 33 |
| L'influence des années de guerre dans la situation des immigrés polonais en France..... | 43 |
| La présence étrangère en France au lendemain de la seconde guerre mondiale..... | 51 |

PREMIÈRE PARTIE

LA SITUATION ET LES CHANGEMENTS

AU SEIN DE L'IMMIGRATION POLONAISE D'AVANT-GUERRE

AU LENDEMAIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

| | |
|--|-----|
| CHAPITRE 1. Les caractéristiques de l'ancienne immigration polonaise en France au lendemain de la Libération..... | 61 |
| La composition et la répartition de l'immigration polonaise d'avant-guerre..... | 61 |
| La répartition professionnelle des travailleurs polonais..... | 72 |
| La situation sociale et matérielle des travailleurs polonais selon les secteurs d'activité..... | 82 |
| Anciens déportés en Allemagne et anciens <i>Volksdeutsche</i> de nationalité polonaise: la situation des Polonais appartenant à des groupes particuliers créés en temps de guerre..... | 99 |
| CHAPITRE 2. Le rapatriement des anciens immigrés polonais: l'action de <i>reemigracja</i> | 109 |
| Les premiers retours: avant l'accord franco-polonais..... | 110 |

| | |
|--|------------|
| Le rapatriement organisé dans le cadre des conventions franco-polonaises (1946-1948) : déroulement et bilan | 111 |
| Partir en Pologne ou rester en France? Les motivations des immigrés polonais | 125 |
| Le rapatriement des déplacés et réfugiés polonais de France : l'action de <i>repatriacja</i> | 132 |
| CHAPITRE 3. Des Polonais en France aux Français d'origine polonaise : | |
| l'intégration progressive à la société française | 135 |
| L'évolution des mœurs et des traditions au sein de la communauté polonaise établie en France depuis des années..... | 135 |
| Les naturalisations des immigrés polonais | 145 |
| Les facteurs contribuant à l'intégration progressive des polonais à la société française | 154 |
| La deuxième génération opte pour la France : le facteur principal du progrès de l'intégration | 159 |
| Conclusion de la première partie | 163 |

L'ENJEU DU « CONTRÔLE » DE LA COMMUNAUTÉ POLONAISE
EN FRANCE PAR LES AUTORITÉS POLONAISES EN EXIL ET AU PAYS

| | |
|--|------------|
| CHAPITRE 4. Le fonctionnement des réseaux diplomatiques et consulaires de l'État polonais en France | 167 |
| Quand la France reconnaissait le gouvernement polonais de Londres (septembre 1944 - juin 1945)..... | 168 |
| Quand la France reconnaissait le gouvernement polonais de Varsovie (à partir du 29 juin 1945)..... | 175 |
| L'« exopolitie » polonaise en France après la perte de la reconnaissance française par le gouvernement polonais de Londres..... | 195 |
| CHAPITRE 5. Les anciens immigrés polonais toujours en uniforme militaire après la Libération de la France : les deux nouvelles mobilisations et la démobilisation des ressortissants polonais de France | 203 |
| Une nouvelle mobilisation ordonnée par le gouvernement polonais en exil : l'engagement volontaire des immigrés polonais dans les Forces armées polonaises sous le commandement militaire britannique..... | 203 |
| L'engagement volontaire dans les bataillons polonais relevant des autorités polonaises de Varsovie et faisant partie de la 1 ^{re} armée française | 213 |
| Le retour en France des engagés volontaires dans les Forces armées polonaises de l'Ouest issus de l'immigration polonaise en France | 218 |
| CHAPITRE 6. L'action sociale envers les ressortissants polonais nécessiteux en France ..225 | 225 |
| L'action des représentants du gouvernement polonais de Londres (jusqu'en juin 1945)..... | 225 |
| L'action des représentants du gouvernement polonais de Varsovie | 239 |
| L'action sociale des militants de l'« exopolitie » polonaise en France (après la perte de la reconnaissance française par le gouvernement polonais en exil) | 243 |
| Conclusion de la deuxième partie..... | 245 |

TROISIÈME PARTIE

L'ÉVOLUTION DE LA PERCEPTION DU « MAINTIEN DE LA POLONITÉ » :
DES ALÉAS DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES
À LA FIN DES ANNÉES 1940

| | |
|---|-----|
| CHAPITRE 7. Le changement du statut de l'enseignement polonais en France | 249 |
| L'enseignement au niveau primaire..... | 249 |
| L'enseignement au niveau secondaire..... | 270 |
| L'enseignement supérieur..... | 276 |
| L'importance réelle de l'enseignement polonais en France et sa situation à la fin des années 1940..... | 278 |
| CHAPITRE 8. L'activité des aumôniers polonais parmi les immigrés en France | 283 |
| L'évolution du statut des prêtres polonais en France | 283 |
| L'activité du clergé et des religieuses polonais en France | 285 |
| CHAPITRE 9. La vie associative des immigrés polonais en France..... | 293 |
| La naissance et le développement de la vie associative des immigrés polonais dans l'entre-deux-guerres..... | 295 |
| L'activité des associations fidèles au gouvernement polonais en exil et rassemblées dans l'Union centrale des Polonais en France (UCPF)..... | 298 |
| L'activité des associations reconnaissant le gouvernement varsovien rassemblées dans le Comité polonais de libération nationale (CPLN), puis le Conseil national des polonais de France (CNPf)..... | 318 |
| La vie associative du « bloc catholique » : l'activité de l'Union des associations catholiques polonaises en France (UACP) et de ses organisations membres..... | 329 |
| Le fonctionnement des partis politiques polonais en France..... | 335 |
| La presse polonaise..... | 341 |
| Quel niveau réel de participation des immigrés à la vie associative polonaise en France?..... | 344 |
| La modification du caractère de la vie associative des Polonais en France au lendemain de la seconde guerre mondiale..... | 349 |
| L'activité des Polonais dans les syndicats français | 353 |
| Conclusion de la troisième partie | 361 |
| Conclusion générale | 365 |
| Annexes | 373 |
| Données statistiques | 373 |
| Documents | 381 |
| Postface d'Olivier Forcade | 393 |
| Sources et bibliographie | 397 |
| Sources..... | 397 |
| Bibliographie..... | 408 |

| | |
|-----------------------------------|-----|
| Table des tableaux | 427 |
| Table des cartes..... | 429 |
| Abréviations | 431 |
| Index des noms de personnes | 435 |
| Index des noms de lieux | 443 |
| Table des matières | 453 |